N° 2684
58e année
du 1er au 14 septembre 2005
Prix : 3€ (20 F)

L'ACTION FRANÇAISE 2000

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

Notre dossier
MAURICE PUJO
50 ANS APRÈS
par
Jean-Philippe CHAUVIN
Michel FROMENTOUX
François LEGER
Pierre PUJO
(pages 7 à 11)

L'ESSENTIEL

Pages 2 et 4
POLITIQUE FRANÇAISE
– Nouvelle donne pour l'emploi
par Henri LETIGRE

Pages 5 et 6
POLITIQUE ÉTRANGÈRE
– Irak : plus dangereux que le Vietnam
par Pascal NARI
– Les chrétiens d'Irak grands oubliés de la guerre
par Léon CAMUS
– Lettres de Serbie
par Gérald BEIGBEDER
– Anjouan : rattachisme pas mort
par Pierre PUJO

Pages 12 et 13
ARTS–LETTRES–SPECTACLES
– Les feux de l'amour à la Cour de France
par Michel FROMENTOUX
– Journée de lecture : libre portrait d'un trublion
par Pierre LAFARGE
– Destins irlandais
par Anne BERNET

Page 14
CHRONIQUE
– Vers le pays de Sapience
par Jean-Baptiste MORVAN
CULTURE
– L'édition est-elle encore française
par Henri SURVIRE

Page 16
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
– Du souverainisme au nationalisme
par Pierre PUJO

LE TEXTILE ET LA CHAUSSURE SINISTRÉS

L'INVASION CHINOISE

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

L'affaire des Corails révèle les carences de la politique des transports

Les trains Corail en sursis

Même si le Premier ministre Dominique de Villepin a tenté de désamorcer la polémique en assurant qu'**« aucune fermeture de ligne SNCF n'a jamais été envisagée »**, même si la SNCF a voulu calmer la grogne des cheminots en assurant qu'il n'y avait **« aucune décision définitive »** et qu'elle **« était prête à poursuivre les discussions »**, il y a fort à parier que le projet de suppression de plusieurs trains par jour sur trois lignes interrégionales (QuimperNantes-Bordeaux-Toulouse, Nantes-Lyon et Caen-Le Mans- Tours) sera l'un des sujets polémiques de la rentrée.

Une nouvelle fois, les syndicats ne manqueront pas de dénoncer une "politique régressive" qui conduit à affaiblir le "service public". Et les usagers, de la même manière qu'ils voient d'un mauvais œil la fermeture de bureaux de Poste, seront sans doute sensibles aux problèmes engendrés par cette diminution du service. D'autant que les présidents de régions socialistes ont montré dès la mi-août qu'ils veulent faire de ce sujet un nouveau *casus belli* à l'encontre du gouvernement.

Mais au-delà des problématiques habituelles du service public et des débats récurrents sur sa rentabilité, la suppression de certains trains interrégionaux pose évidemment d'autres questions ayant trait à l'aménagement du territoire et à la politique des transports (voir *L'Action Française 2000* du 25 août).

Pour la S.N.C.F., il n'était d'ailleurs pas question au départ de supprimer ces trains mais simplement de ne plus supporter seule le déficit des lignes interrégionales qui représenterait 124 millions d'euros par an au total dont 20 millions d'euros pour les trois lignes concernées, et c'est évidemment une gestion saine, de la part de l'entreprise publique, de ne plus admettre un tel déficit. Il s'agit donc avant tout d'une question politique et du choix, de l'État ou des régions, qui doi-

(suite page 2)

Guillaume CHATIZEL

VIVEMENT LE ROI !

■ ***Avec la rentrée, les "Universités d'été" des partis poussent comme des champignons, depuis les Verts jusqu'au Front National. Il y en a de toutes les couleurs politiques. Pour exister, un parti a besoin de tenir son université au temps de la saison déclinante.***

On y répète des lieux communs sur la situation de la France, mais une seule préoccupation taraude les dirigeants et leurs écuries : la préparation de l'élection présidentielle de 2007. Les candidats potentiels avancent leurs pions, négocient leurs alliances et tendent des chausse-trapes à leurs rivaux.

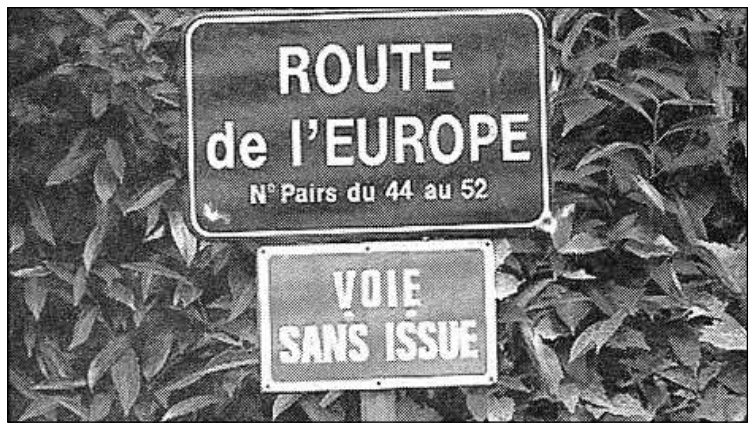
À gauche, Olivier Besancenot, Marie-Georges Buffet, Laurent Fabius, le vainqueur du référendum à couteaux tirés avec François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry.

À droite, Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin, sans oublier Jacques Chirac, Jean-Marie Le Pen étant hors concours, tandis que François Bayrou aboie comme un roquet pour rappeler qu'il faudra compter avec lui. Ainsi va la lutte des ambitions pour le pouvoir suprême, près de deux ans avant l'échéance ! Ah, vivement le Roi qui nous épargnera cette dérisoire compétition des grands féodaux !

Au fait, l'Action française a été la première à organiser une université d'été en 1953 sous l'appellation Camp Maxime Real del Sarte. Les partis l'ont ensuite imitée. L'A.F. a tenu son université cette année à Lignières (Cher). On y a parlé de la France et du Roi, mais on a oublié 2007 !

A.F.

C'ÉTAIT ÉCRIT...



Paris-Normandie du 15 juillet 2005 a publié cette photo prise à Valmont (Seine-Maritilme). Inutile de préciser que lesélecteurs de ce village normand ont majoritairement voté non au référendum du 29 mai...

Un candidat royaliste dans les Hauts-de-Seine

Jean-Philippe Chauvin n'est pas un inconnu pour les lecteurs de* L'Action Française 2000 *: depuis vingt-cinq ans, il milite activement dans les rangs royalistes, d'abord en Bretagne, sa province natale, puis en région parisienne depuis 1992. Il participe aussi à la rédaction du journal depuis le début des années 90.

Malgré ses nombreuses obligations professionnelles (il est professeur dans un grand lycée d'Ile-de-France), il n'hésite pas à "mouiller la chemise", encore une fois, en se présentant à l'élection législative partielle dans la 13e circonscription des Hauts-de-Seine, fief de Patrick Devedjian, ancien ministre de l'Industrie et lieutenant de Nicolas Sarkozy. Il est accompagné dans cette entreprise par Olivier François, lui-même originaire de la circonscription.

Les royalistes d'A.F. ne se font guère d'illusions sur les élections, mais ils saisissent chaque occasion de faire connaître à un vaste public les idées monarchistes. Cette élection, dont le premier tour aura lieu le dimanche 25 septembre, concerne près de 80.000 électeurs répartis sur les communes de Bourg-la-Reine, Sceaux, Châtenay-Malabry et Antony.

Jean-Philippe Chauvin profite de cette occasion électorale pour soulever le problème institutionnel et dénoncer la "présidentielle permanente" qui agite le monde politicien depuis déjà une bonne année et va continuer de l'agiter jusqu'à 2007. Il rappelle qu'une monarchie héréditaire permettrait de préserver la magistrature suprême de l'État des "convoiteurs" et des groupes de pression partisans ou économiques.

N'hésitez-pas à le soutenir dans cette bataille et à parcourir son blog : www.u-blog.net/jpchauvin.

■

Limitation de vitesse

Écône-Rome un climat nouveau

Ce lundi 29 août, à Castel Gandolfo, le pape Benoît XVI a reçu Mgr Bernard Fellay, supérieur général de la Fraternité Saint-Pie X. La rencontre s'est déroulée *« dans un climat d'amour pour l'Église et de désir d'arriver à la parfaite communion »* ***a déclaré M. Navarro Valls, directeur de la salle de presse du Saint-Siège, qui a ajouté :*** *« Bien que conscients des difficultés, la volonté de procéder par étapes et dans des temps raisonnables a été manifestée »****.***

De son côté Mgr Fellay a dit que la rencontre s'est déroulée *« dans un climat serein »****, qu'elle*** *« a été l'occasion pour la Fraternité de manifester qu'elle a toujours été – et qu'elle le sera toujours – attachée au Saint-Siège, la Rome éternelle* ***[...]*** *Nous avons abordé les difficultés sérieuses déjà connues dans un esprit de grand amour de l'Église »****.* ***Reste à prier pour que le pape trouve*** *« la force de mettre fin à la crise de l'Églse en restaurant toutes choses dans le Christ ».*

Dieu seul en effet aura le dernier mot.

M.F.

L'affaire des Corails révèle les carences de la politique des transports

Suite de la page 1

vent participer au financement de ces trains. Évidemment, on ne pourra que donner raison à la fédération C.G.T. des cheminots qui estime que l'on a « **d'une certaine façon organisé sciemment les conditions d'une désaffection progressive de ces lignes en ne modernisant pas les infrastructures, en utilisant du matériel roulant souvent défectueux, en n'offrant pas des horaires adaptés aux besoins, ni une politique tarifaire attractive, en n'organisant pas les correspondances utiles aux déplacements des voyageurs** ».

Si la C.G.T. et le P.S. veulent utiliser le projet de suppression de trains Corail à des fins politiciennes, leur revendication en faveur des liaisons interrégionales est cependant légitime.

Le bon exemple des T.E.R.

A contrario, la politique menée depuis 1998 avec les régions pour le développement des trains express régionaux a montré qu'il était possible de redynamiser des lignes que l'on croyait vouées à l'abandon. Ainsi, en augmentant le nombre de liaisons de seulement 16,6 %, les sept régions ayant expérimenté la décentralisation ferroviaire ont réussi à faire progresser le trafic voyageurs de 21,6 % entre 1996 et 2000 et les recettes des T.E.R. de 20,7 %. C'est évidemment le résultat d'une politique de proximité qui a permis d'acquérir de nouveaux trains, de développer la communication et la publicité et de proposer les offres les plus adaptées aux besoins des voyageurs. Et dans un contexte de hausse du pétrole et d'augmentation des différents désagréments de l'automobile, il ne faut pas sous-estimer les bienfaits d'une telle politique.

Comme pour les T.E.R., il doit donc être possible de développer une politique ambitieuse pour dynamiser les liaisons transversales interrégionales.

Mais au nom de sa politique de transports autant que de l'aménagement du territoire, c'est surtout à l'État de dire clairement s'il souhaite développer, ou au contraire détruire, le réseau ferroviaire français. Comment l'État peut-il prétendre qu'il ne peut pas prendre en charge le déficit de 120 millions d'euros des trains interrégionaux ?

Il faut notamment rappeler que l'État a décidé en décembre dernier d'attribuer 1 milliard d'euros aux transporteurs routiers pour compenser la hausse du gasoil, preuve qu'il continue à développer une stratégie du "tout routier" et accorde aux camions dix fois plus que ce qu'il refuse au train. Car il n'y a pas que le transport des voyageurs qui souffre d'un désengagement de l'État. Alors que les politiques plaident tous, notamment au nom de l'environnement, pour le développement du fret ferroviaire et du transport intermodal, le fret ferroviaire a baissé de 27 % entre 1980 et aujourd'hui...

Il est pourtant possible, et nécessaire à long terme, de freiner l'accroissement du transport routier au profit du ferroviaire.

La desserte des régions menacée

Une question d'aménagement du territoire

Mais c'est également la politique d'aménagement du territoire qui est en cause dans ce dossier. À l'évidence, si les présidents de région socialistes tentent d'orchestrer au mieux cette affaire à des fins politiques, il n'en demeure pas moins que c'est une nouvelle fois sans concertation avec les régions que "Paris" décide de supprimer des liaisons. Surtout, alors que tout a été misé dans le développement de T.G.V. au départ de Paris, le réseau secondaire qui relie entre elles les grandes villes du pays a largement été abandonné, au risque d'accentuer un peu plus les déséquilibres de la carte de France.

Si l'on ne rentrera pas dans le jeu de la C.G.T. qui rejette l'idée même de rentabiliser le service public et de combattre les déficits, si l'on ne tombera pas dans le piège des présidents de régions socialistes qui veulent utiliser le Corail à des fins politiciennes, il faudra bien pourtant être solidaire de leurs revendications. Car la France a besoin d'une politique de transports ambitieuse qui doit peu à peu renoncer au "tout routier" pour développer des solutions d'avenir, plus économiques, plus respectueuses de l'environnement, plus rapides et plus sûres.

Guillaume CHATIZEL

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Pierre Pujo**
- Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
- *Politique :* Georges Ferrière, Yves Lenormand
- *Politique étrangère :* Pascal Nari
- *Chronique militaire :* Bernard Guillerez
- *Économie :* Henri Letigre, Serge Marceau.
- *Enseignement, famille :* **Michel Fromentoux,** chef de rubrique
- *Sciences et société :* Guillaume Chatizel,
- *Outre-mer :* Pierre Pujo
- *Médecine :* Jean-Pierre Dickès
- *Livres :* René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- *Arts-lettres-spectacles :* Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- *Cinéma :* Alain Waelkens
- *Combat des idées :* Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- *Art de vivre :* Pierre Chaumeil
- *Chroniques :* Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- *Maquettiste :* Grégoire Dubost
- *Photos :* François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

L'INVASION CHINOISE

PAR PIERRE PUJO

Au début du mois de mai une nouvelle éclata comme un coup de tonnerre dans les milieux économiques : depuis la libération des importations textiles chinoises en Europe, en janvier 2005, elles avaient bondi dans des proportions considérables, allant jusqu'à 534 % pour les chandails de janvier 2004 à janvier 2005.

Le gouvernement français s'alarma : on était à quelques semaines du référendum sur la Constitution européenne, et cette nouvelle apportait du renfort aux partisans du non en montrant que "l'Europe" ne protégeait en rien les industries françaises et favorisait le développement du libre-échange y compris avec des pays où la main d'œuvre reçoit des salaires de misère. Soutenus par d'autres gouvernements, nos dirigeants demandèrent à la Commission de Bruxelles de négocier avec la Chine le rétablissement de quotas textiles, lesquels firent l'objet d'un accord le 10 juin.

Démantèlement des quotas ?

Or, récemment, on apprenait que ces quotas, qui, pourtant, permettaient une très forte augmentation des pièces importées par rapport à 2004, étaient atteints et que des millions de chandails, de pantalons, de soutien-gorge, de "tee-shirts" étaient bloqués dans des containeurs sur les quais des ports européens, ne pouvant être dédouanés. Les grandes entreprises d'import textile exerçaient une pression sur les gouvernements et la Commission de Bruxelles pour obtenir le déblocage des marchandises. Elles allaient jusqu'à répandre le bruit que les Européens grelotteraient cet hiver faute de vêtements !

Ces entreprises sont puissantes. Elles ont obtenu de la Commission qu'elle envoie des messagers à Pékin pour négocier un nouvel aménagement des quotas et supplier les Chinois d'accroître leurs exportations vers l'Europe... Peu glorieux... Les Chinois, se sentant en position de force, ont fait lanterner les représentants de la Commission et, évidemment, posé leurs conditions à la fixation de nouveaux quotas. Ils refusent que les marchandises bloquées dans les ports soient imputées aux quotas de 2006 et réclament un élargissement des quotas de 2005. Après plusieurs jours de discussion la délégation de la Commission est rentrée à Bruxelles sans qu'aucun axxord n'ait été conclu.

Les difficultés viennent des désaccords entre les États européens. Les pays du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Suède, Danemark) accepteraient volontiers les conditions des Chinois car ils n'ont pas chez eux d'industrie textile importante. En face, les pays du Sud (France, Espagne, Italie) souhaitent sauvegarder ce qui reste de leur industrie textile. On peut y ajouter la Tunisie et le Maroc qui souffrent aussi du "dumping" chinois. Cette division atteste qu'il n'existe pas de communauté d'intérêts sur cette question entre les membres de l'Union européenne. Le ministre français du Commerce extérieur, Christine Lagarde, a proclamé qu'elle serait « **très ferme sur les principes de l'accord négocié en juin** ». Cela demande à être confirmé par des actes. Le gouvernement français est-il disposé à ouvrir une crise interne à l'Union européenne et à désavouer le commissaire Mandelson, en charge du Commerce extérieur, s'il cède aux Chinois ? On n'ose s'avancer...

Les sociétés d'import soutiennent que les vêtements en souffrance dans les ports ont été commandés au début de l'année avant le rétablissement des quotas. Ce serait à vérifier. Ne considérant que les gros profits à réaliser, elles ont accru leurs commandes en vue de la libération des échanges. Quant à nos gouvernants, ils ont imprudemment accepté l'ouverture des frontières et tardé à réagir au déferlement des productions chinoises à partir de janvier 2005. Ils ont abandonné la gestion du commerce extérieur à la Commission européenne, sans se préoccuper du sort des travailleurs de chez nous.

M. Peter Mandelson annonce déjà le déblocage des marchandises. On peut craindre qu'il ne prépare avec les Chinois un démantèlement des quotas. C'en sera alors fini de l'industrie du textile et de l'habillement en France et dans les pays du Sud.

Agitations ministérielles

Le dépérissement de notre industrie de la chaussure préfigure le sort du textile et de l'habillement. Il n'existe pas de quotas pour les importations chinoises en France qui sont passées de 83 millions de paires en 1994 à 127 millions en 2004. Les différences entre les salaires sont de 1 à 33 ! Deux sociétés importantes spécialisées dans la chaussure de luxe à Romans (Drôme) viennent de déposer leur bilan et sont sur le point de fermer leurs portes, mettant plusieurs centaines de salariés eu chômage.

Trois ministres, dont Jean-Louis Borloo, se sont précipités à Romans le 25 août pour éteindre l'incendie. Mais des ministres ont moins d'efficacité que des canadairs... Selon la *Tribune*, « **ils ont annoncé la tenue d'un comité interministériel de l'aménagement du territoire (C.I.A.T.) début octobre, préparé par le préfet de la Drôme et les élus locaux. Il visera à la réindustrialisation de la communauté d'agglomérations à Romans (16,7 % de chômage), capitale de la chaussure française, et à y faciliter des entreprises** ». Évidemment au moment où le Premier ministre fait de l'emploi sa priorité, il est fâcheux de découvrir qu'un secteur entier d'activité est sinistré. Les promesses des trois ministres n'en sont pas moins vagues. La disparition de la chaussure française, avec celle du textile, devra être mise au passif d'une ouverture des frontières et d'une politique d'intégration européenne indifférente au maintien des industries nationales.

Les producteurs d'abord !

Les adeptes du libre-échange invoquent comme toujours les intérêts des consommateurs à qui des importations de pays d'extrême-orient permettent de procurer des prix bas. Ne conviendrait-il pas de s'occuper d'abord des producteurs, c'est-à-dire des emplois qui permettent aux travailleurs de faire vivre leur famille ? Il est passablement hypocrite de parler des prix bas offerts aux consommateurs quand on sait qu'ils reposent sur l'exploitation de millions de salariés.

Naguère, il existait une préférence communautaire. Elle était prévue dans le Traité de Rome de 1957. Elle a été abandonnée sous la pression des pays libéraux. Les industries européennes ne sont plus protégées.

On peut établir une comparaison avec les États-Unis qui doivent affronter eux aussi la concurrence chinoise. L'industrie textile a perdu chez eux 390.000 emplois, soit 37 % de ses effectifs depuis janvier 2001. Mais les Américains sont résolus à défendre leur industrie textile et à rétablir pour cela les barrières nécessaires. Il ne faut pas s'y attendre en Europe, laquelle est de plus en plus, un espace ouvert à tous les vents. Mais les États-Unis sont une nation dirigée par une volonté politique. On ne peut en dire autant du magma européen. ■

SIGNES DES TEMPS

Économie

Jacques Chirac n'a décidément pas beaucoup de chance avec ses ministres de l'Économie et des Finances : il a en a eu 9 en 10 ans et 5 d'entre eux ont démissionné.... Thierry Breton sera-t-il à son tour emporté dans le tourbillon des affaires ? Déjà cité dans l'affaire *Rhodia* pour avoir participé à un comité d'audit soupçonné d'avoir manipulé et présenté avantageusement les comptes du groupe chimique et dans l'affaire *Vivendi Universal* comme dirigeant de *Thomson Multimédia* qui avait racheté *Canal+ technologies* pour le revendre presque le double quinze mois plus tard, Thierry Breton, ancien président de *France Télécom*, est en première ligne dans l'affaire de l'éventuelle entente illégale entre les opérateurs de téléphonie mobile. Et pendant que continue la valse à Bercy, les Français contemplent les clignotants de l'économie qui passent tous au rouge...

Liste grise

À quel puissant lobby le ministre des Transports Dominique Perben a-t-il obéi en publiant sa fameuse "liste noire" des compagnies aériennes peu recommandables ? Au lieu de publier, comme le souhaitaient les usagers, la liste des compagnies ayant régulièrement des problèmes lors des contrôles de sécurité, il a publié uniquement la liste de celles qui sont interdites en France. Information inutile puisqu'elles sont interdites ! Et la compagnie turque Fly Air, qui par deux fois en quatre jours n'a pas pu faire décoller ses avions pour des raisons de sécurité, ne figure même pas sur cette liste. De qui se moque-t-on ?

Irak

La future constitution irakienne ne se contente pas de proclamer que « **l'islam** [est la] **source principale de la législation** ». Elle abolit aussi le code familial en vigueur depuis 1958 et rétablit la loi religieuse, la *charia*, pour régir les questions de mariage et d'hérédité. Autant dire que si les Américains prétendent avoir libéré les Irakiens, ils pourront difficilement dire qu'ils ont libéré les Irakiennes...

Gaza

Nous avons déjà écrit que le retrait des colons juifs de Gaza ne résoudra aucun problème puisque Sharon estime que le retrait de 8 000 colons l'autorise à en maintenir 250 000 en Cisjordanie. Mais cette évacuation a au moins une vertu : puisqu'il n'y a pas de petit profit, Israël a demandé à son allié américain de l'aider à reloger les 8 000 colons et obtenu une enveloppe de 2 milliards de dollars, en plus des 3 milliards de dollars que les États-Unis accordent chaque année à Israël au titre de l'aide militaire..

.**Guillaume CHATIZEL**

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

Pour une rentrée active

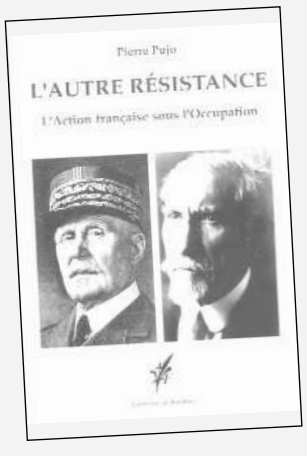
■ Depuis quelques mois, les abonnements à *L'Action Française 2000* nous parviennent plus nombreux. Cela est encourageant. Notre campagne pour le Non au référendum du 29 mai y est sans doute pour quelque chose.

Ces nouveaux abonnements ne suffisent cependant pas pour équilibrer notre budget. Nous avons besoin d'une aide financière que nous avons chiffrée pour l'année à 60.000 euros. Nous n'en avons recueilli que le tiers jusqu'à présent.

C'est pourquoi nous sollicitons votre générosité avec insistance. Une nouvelle génération de militants vient de participer à notre université d'été et prépare une rentrée active. C'est un signe de vitalité de l'A.F. Encore faut-il que le journal qui est le pilier central de toute l'Action française ait les moyens de vivre. Merci d'avance.

P.P.

N.B. – Prière d'adresser les versements à Mme Geneviève Castelluccio,* L'A.F. 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.



Pierre PUJO

L'AUTRE RÉSISTANCE

** 114 pages. Éd. Godefroy de Bouillon. L'exemplaire : 15 euros (franco 18 euros). Commandes à nos bureaux,* L'Action Française 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-champs, 75001 Paris.*

Nouvelle donne pour l'emploi

par **Henri LETIGRE**

Les premiers jours du mois de septembre se caractérisent, cette année, par la mise en place d'un nouveau contrat de travail destiné à réduire le chômage qui ronge la société française. Dominique de Villepin, lors de sa prise de fonction dépourvue de tout "état de grâce", s'est donné cent jours pour redresser notre nation, qui en a fortement besoin. L'emploi constitue toujours le premier souci de la majeure partie du peuple français. Une des causes du manque de propositions de travail en France est l'absence de flexibilité de notre marché de l'emploi. Le "Contrat de Nouvelle Embauche" (C.N.E.) répondrait à ce handicap, pour favoriser la création d'emplois.

L'économie française, ses entreprises, ses salariés et ses consommateurs ont plus besoin d'une grande perspective nationale que de flexibilité.

La réalité est peut-être plus complexe. La flexibilité est considérée par les économistes libéraux comme le fondement de la réussite économique. Au niveau de la création d'emploi, elle consiste à adapter le nombre d'employés au carnet de commandes de chaque entreprise. L'idéal serait de faire varier les effectifs en fonction de ses besoins quotidiens. En pratique, un recrutement au jour le jour permettrait une flexibilité optimale. Plus de charges de personnel inutile, une réponse adaptée immédiatement aux demandes des clients, une pression maximale sur les employés qui seraient obligés d'être le plus zélés possible pour espérer la reconduction de leur contrat les jours suivants, etc. Cette vision idyllique correspond parfaitement aux enjeux d'une "économie de l'offre". Elle est donc très dogmatique. Le circuit économique est beaucoup plus complexe.

Difficultés d'exportation

Pour reprendre un thème cher aux tenants d'un certain libéralisme, le marché est composé de deux forces qui se confrontent, l'offre et… la demande ! Le grand art d'une politique économique digne de ce nom, c'est de favoriser l'équilibre entre ces deux pôles. Sans demande, l'offre s'effondre.

Le contrat de nouvelle embauche pourrait précariser l'emploi et fragiliser la demande.

Les difficultés pour exporter que rencontrent nos entreprises, à la suite de la perte de compétitivité consécutive à la cherté de l'euro, nécessitent un "réajustement de l'offre" et donc une réduction des effectifs jugés pléthoriques. Le mirage du marché unique et de sa monnaie du même nom, en "nous donnant" une clientèle de proximité, s'est dissipé. La crise que traversent nos principaux partenaires, Allemagne, Italie, Bénélux, etc., ne nous permet plus de livrer une grande partie de notre savoir-faire productif. L'ouverture de notre propre marché aux vents des importations mondiales n'offre pas non plus une possibilité de compensation intérieure à notre secteur industriel, comme l'illustre la faillite de nos plus grands fabricants de chaussures.

Le C.N.E. risque de se retourner contre l'objectif qui vient de lui être assigné. Au lieu de servir à créer des emplois très souples, puisqu'il permet de se séparer, sans conséquences financières pour l'entreprise, du bénéficiaire du contrat pendant les deux premières années de ce drôle de C.D.I. (Contrat à Durée Indéterminée), il servira à se séparer des derniers embauchés.

Flexibilité… de la consommation

Le CNE comporte un autre risque. La flexibilité, comme nous venons de le voir, est construite par rapport au seul intérêt des entreprises. Quel avantage pour le salarié ? Mis à part la perspective d'un recrutement et peut-être d'un emploi pérenne, il n'y pas beaucoup d'autres atouts. Le salarié, pour devenir un consommateur actif, moteur fondamental du système capitaliste a besoin d'un maximum de... stabilité !

Lorsqu'il est soumis à une flexibilité de son emploi et de ses revenus, sa consommation est elle aussi soumise à la même flexibilité. Les entreprises ne peuvent plus programmer leur production, elles réduisent leurs effectifs, augmentent le chômage. Le cercle vertueux de la flexibilité de l'offre se transforme en cercle vicieux de la crainte de l'avenir. La course à la consommation se transforme en épargne de précaution.

Comme nous venons de le constater, si le C.N.E. est réservé aux P.M.E. de moins de vingt salariés, les seules véritables créatrices d'emploi en 2005, s'il répond aux attentes de ces entreprises qui souffrent d'une concurrence mondialisée de tous les instants, il ne peut pas, à lui seul, offrir une solution aux problèmes de la création d'emplois déjà fortement précarisée.

L'économie française, ses entreprises, ses salariés et ses consommateurs ont en fait davantage besoin d'une grande perspective nationale que de flexibilité. La politique économique qui, depuis trente ans, s'est contentée de fournir un marché européen n'a abouti qu'a une suite de crises. Plus un marché s'agrandit, plus il devient instable. Plus il est instable, plus il a besoin de flexibilité pour tous ses acteurs. Les risques de précarité sont plus grands et les cercle vicieux plus probables lorsque le moindre marché local de l'espace unique se retourne ! ■

NOTE DE LECTURE

Jack Lang :

UN NOUVEAU RÉGIME POUR LA FRANCE

■ Le régime actuel est dépassé. Il faut le repenser et le reconstruire, donc changer « **la camisole constitutionnelle** », disposer d'un « **Parlement pleinement souverain** », moderniser le pouvoir juridictionnel. La Ve a « **perdu son âme** ». Doit-on conserver le bicamérisme ? En bref, le mirobolant Jack entend changer la République, la politique, la société, la vie...

Michel JANVIER

**** Éd. Odile Jacob. 235 pages. 17,90 euros.***

Une histoire du Garde-meuble de la Couronne

par **René PILLORGET**

M. Stéphane Castelluccio, ancien élève de l'École du Louvre, présente, en un livre fort intéressant, les résultats de longues recherches dans les Archives : une histoire du mobilier des rois de France et de l'administration de celui-ci.

Jusqu'à la fin du XVIe siècle, la responsabilité des meubles, de la vaisselle et des objets d'art placés dans les appartements royaux incombait au "valet de chambre et garde des chambres et tappis du Roy". C'était un homme de confiance qui le rencontrait quotidiennement, connaissait ses goûts, et pouvait faire exécuter rapidement ses ordres. Puis François Ier fit de l'hôtel de Bourbon – confisqué après la félonie du connétable – le "garde-meuble royal". Sa taille permettait, en effet, non seulement d'y entreposer des tables, des lits et des armoires, mais aussi d'y étendre de grandes tentures de tapisserie ; d'autre part, sa proximité du Louvre facilitait le service.

En 1536 fut établi un « **inventaire des meubles, bagues, joyaux et autres biens** » se trouvant « **en garde ès mains... du valet de chambre du Roi** », tant à Paris qu'à Fontainebleau. Il fut tenu avec soin. Henri IV créa une administration du "garde-meuble de la Couronne" dont le premier intendant, nommé le 28 novembre 1604, fut Étienne de la Font, seigneur de la Motte, « **un fidèle serviteur qui conserva des liens privilégiés avec le souverain, comme un accès direct à sa personne** ».

Vint le temps de la "monarchie administrative". Louis XIV manifesta un grand intérêt pour la conservation des archives de cet organisme dont M. Castelluccio présente le fonctionnement avec clarté : liens inaliénables, objets d'art, domaine casuel et domaine fixe, critères retenus pour les ventes d'objets usés ou démodés. Les achats de meubles neufs et le renouvellement de la vaisselle entretenaient le dynamisme et l'esprit créateur des artisans parisiens.

De remarquables administrateurs

L'étude de la charge d'intendant général est passionnante. Elle révèle de remarquables administrateurs. Ainsi Gédéon Berbier du Mets dont une rue de Paris porte aujourd'hui le nom, un homme intègre, cultivé, à la fois bibliophile et amateur de peinture. Ainsi, les Fontanieu : Gaspart-Moïse-Auguste, qui s'adressa à l'ébéniste Œben pour la réalisation du célèbre secrétaire à cylindre de Louis XV ; Pierre-Éllisabeth qui découvrit Riesner et fit aménager le nouveau bâtiment du garde-meuble, édifié par Gabriel, et devenu par la suite le ministère de la Marine, sur la place de la Concorde...

Pour la première fois, les collections royales furent présentées dans de grandes salles d'exposition, ouvertes certains jours au public. Désormais l'intérêt d'un objet ne résidait « **pas seulement dans sa rareté ou dans la richesse de sa nature, mais également dans son histoire propre, comme témoin d'un événement ou d'un personnage important de l'histoire de la monarchie. La notion de patrimoine historique... apparaissait** » *(page 191-193)*. Conséquence des « **années noires 1789-1799** », une partie du mobilier royal fut vendue – et une autre, heureusement, transférée au Louvre.

Un meuble présenté à la reine par M. de Fontanieu

L'œuvre de la monarchie, dans ce domaine comme dans d'autres, apparaît prodigieusement féconde.

De nos jours, et depuis plus de trois siècles, le garde-meuble royal devenu Mobilier national, conserve, répare et entretient environ 200.000 objets mobiliers destinés à l'ameublement du Palais de l'Élysée, et des autres résidences présidentielles, de l'hôtel Matignon, des ministères, des ambassades et des grands corps de l'État. Sept ateliers assurent la restauration des éléments les plus prestigieux des collections et contrôlent les opérations confiées à des artisans spécialisés. L'administration générale du Mobilier national englobe en outre la Manufacture de Tapisserie des Gobelins, celle de Beauvais, celle des tapis de la Savonnerie – dont les ateliers sont situés à Paris et à Lodève – ainsi que les centres nationaux de dentelle du Puy et d'Alençon.

Tous ces lieux méritent une visite. ■

**** Stéphane Castelluccio :*** **Le Garde-meuble de la Couronne et ses intendants du XVIe au XVIIIe siècle.** ***Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1 rue Descartes, 75005 Paris.***

● **Adresses utiles *:***
– Mobilier national, 1 rue Berbier de Mets, 75013 Paris. Tél. 01.44.08.52.00
– Manufacture des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie, 42, avenue des Gobelins, 75013 Paris. (Pour les visites, appeler le 01.44.54.19.33)

IRAK
« Plus dangereux que le Vietnam »

par **Pascal NARI**

Ce jugement sur la situation actuelle en Irak est de... Henry Kissinger. Il reflète, malheureusement, la réalité.

Plus le temps passe, et donc l'occupation militaire sanglante de ce malheureux pays, plus les perspectives deviennent sombres et l'issue imprévisible.

Rarement dans l'histoire une opération politico-militaire menée par une grande puissance aura été si désastreuse.

Entre 15 et 30 morts par jour par suite des affrontements entre les forces de la "coalition", qui sera réduite bientôt aux Américains et Britanniques et la résistance, une guerre qui s'intensifie, un pays qui s'enfonce dans le chaos total – à peine deux heures d'électricité par jour –, les rues plongées dans l'obscurité le soir, le manque de tout pour l'immense majorité de la population, même la distribution d'eau est quasi inexistante, les services publics en anarchie. À l'exception de la région kurde, sauf Kirkouk la capitale pétrolière, l'Irak a cessé d'exister en tant que pays organisé.

Beau bilan pour Washington et la "démocratie" instaurée par les occupants.

Manifestation contre la constitution irakienne

Constitution reportée sine die

Washington avait mis tout son espoir dans l'adoption d'une nouvelle constitution "presque" fédérale, discrètement islamique et de façade démocratique pour trouver une porte de sortie politique. Le président George W. Bush ne cessait ces derniers temps de l'annoncer comme une sorte d'apothéose de sa politique, le résultat des efforts de la coalition pour instaurer la démocratie modèle en Irak. C'est raté.

L'assemblée élue pour élaborer une constitution – fabriquée par la coalition, disent ses détracteurs avec une certaine exagération – n'a pas réussi à la voter.

Aucun accord possible

Quatre obstacles sont visiblement infranchissables :

– le caractère islamique de la constitution. Les kurdes et les sunnites n'en veulent pas ou presque. Les Américains qui avaient longtemps brandi l'étendard de la laïcité, tout en renforçant les clans chi'ites islamistes, souhaiteraient que la dominante islamique de la loi fondamentale soit relativement discrète. Juste pour sauver la face. La majorité chi'ite, ou ses dirigeants, l'exigent. Aucun accord ne semble possible.

– le fédéralisme. Les kurdes le défendent. Ils veulent inscrire dans la constitution ce qui est déjà acquis pour eux depuis la fin de la première guerre du Golfe, le rendre irréversible. Les sunnites y sont fondamentalement opposés. C'est une tradition chez eux. Les chi'ites que l'on croyait acquis à un fédéralisme "modéré" sont divisés sur le sujet. Leurs divisions éclatent désormais au grand jour et se manifestent à coup de bombes ! Le grand ayatollah Sistani n'est jusqu'à présent pas parvenu à régler les querelles intrachi'ites. Téhéran, qui aimerait bien créer des difficultés à Washington, attise le feu. Cela détournerait l'attention de son programme militaire nucléaire. Cette querelle du fédéralisme est également pétrolière. À qui iraient les recettes pétrolières ? Les sunnites n'en ont guère dans leur région. Kirkouk, capitale économique de la région kurde, est une ville non kurde. Elle est irakienne, composée de chrétiens, Arabes, Kurdes, Turkmènes, Yezedites.... Inextricable.

– les Américains, soutenus par les chi'ites et les Kurdes voudraient inscrire la "débaasification" dans la loi fondamentale. Les sunnites et la résistance n'en veulent pas.

À ces trois problèmes fondamentaux s'ajoute un quatrième, plus formel : la répartition des pouvoirs entre le président de la République, le Premier ministre et le président de l'Assemblée qui devraient, selon le modèle libanais, appartenir chacun à une des composantes de la "nation"...

Impasse totale

Au moment où nous écrivons, l'impasse est totale. Que faire ?

Sur le plan de la sécurité et de la remise en marche du pays, quelques irréductibles souhaiteraient aux États-Unis un renforcement de la présence militaire américaine. Il faudrait 500.000 hommes.

Impossible. Le mouvement contre la guerre se développe aux États-Unis, le Congrès ne l'admettrait pas. En outre, pour envoyer des centaines de milliers de nouveaux soldats en Irak il faudrait rétablir le service militaire obligatoire. Ce serait la révolte ! Inimaginable.

Le président Bush, après avoir amorcé le retrait progressif des troupes, a décidé d'envoyer un contingent supplémentaire de 2.000 hommes sur le "front" !

Sur le plan politique, on devrait procéder théoriquement à de nouvelles élections. Le climat s'y prête mal et cela pourrait aggraver les divergences politiques.

La vietnamisation tant redoutée, la "débandade à la vietnamienne" comme dit Kissinger, oubliant qu'il en fut un des principaux responsables, est déjà là.

Les Américains pourraient partir tout en assurant la protection de la région kurde pétrolière, livrant le reste du pays à une guerre sanglante entre les sunnites encadrés par le Baas toujours présent, et un pouvoir islamiste néo-taliban, manipulé par les ayathollahs de Téhéran, qui contrôlerait les chi'ites.

Rarement dans l'histoire une opération politico-militaire menée par une grande puissance aura été si désastreuse.

Les voeux pieux du professeur Kissinger qui appelle à l'internationalisation de la solution, à la formation des cadres irakiens et à l'amélioration du renseignement sur le terrain, feraient hurler de rire si un pays entier n'était pas à feu et à sang.

Conclusion pessimiste. On aimerait tellement qu'il y ait des raisons pour un peu d'optimisme. ■

Les chrétiens d'Irak, grands oubliés de la guerre

par **Léon CAMUS**

Les mosquées sont frappées comme l'ont été des Églises. Chiites, sunnites et chrétiens sont victimes à parts égales. La guerre avec ses outrances ne fait guère de discrimination. La frontière est d'ailleurs indiscernable entre les actions relevant d'une politique de résistance à l'occupant et le terrorisme pur dont il est toujours difficile de situer l'origine exacte. Beaucoup d'experts vont d'ailleurs jusqu'à penser qu'aussi bien les islamo-nationalistes que les internationalistes du Djihad ont tout intérêt au choc frontal pour radicaliser les communautés et les faire basculer dans leur camp. Cela est également vrai des factions ultra qui au sein de la coalition ou dans les *think tanks* de Washington ne verraient pas d'un mauvais œil une accélération du processus de décomposition de l'Irak, quitte à en passer par un épisode violent de guerre civile. Analyse développée à Washington par quelques idéocrates *d'America for a New Century* qui sont partisans du « **chaos positif** » d'où est censé émerger le nouvel ordre démocratique libérateur de peuples !

On parle trop rarement des communautés chrétiennes d'Irak. Qui aujourd'hui peut dire que la guerre civile sévissant en Irak opère des discriminations communautaires ? Point sur la situation des chrétiens dans la spirale du chaos irakien.

Le terrorisme dans bien des cas semble ainsi participer d'une stratégie de la tension visant à exacerber les rivalités communautaires pour mieux susciter l'anarchie salvatrice. Nul n'en a la preuve formelle, mais les attentats contre les lieux de culte, églises ou mosquées, pourraient évidemment s'inscrire dans un tel projet, lequel permettrait aux coalisés de sortir de l'impasse militaire où ils s'enfoncent chaque jour d'avantage.

Un état des lieux des plus élémentaire et de sinistre augure qui vient contredire la "bonne nouvelle" que sa Béatitude Emmanuel Delly, patriarche chaldéen, était venu récemment délivrer à Jacques Chirac : « **Les chrétiens d'Irak n'ont jamais été aussi prospères** » ! Que les chrétiens d'Irak qui comptent beaucoup de fervents nationalistes aspirent aujourd'hui à la paix et à la liberté, nul n'en doute. Nombreux sont ceux qui pensent au sein des chrétientés d'Irak que leurs communautés ont manqué plusieurs occasions de servir de passerelles entre le monde arabe et l'Occident. Chance qui peut se retrouver si l'Irak parvient à se stabiliser à temps. Mais les chances s'amenuisent avec les mois et la guerre pourrait se prolonger des années. Jusqu'à vingt ans, vient d'estimer le secrétaire d'État Rumsfeld…

Ni misérabilisme ni optimisme

Certes les chrétiens d'Irak en majorité catholiques ne sont pas plus mal lotis que l'irakien musulman moyen *a contrario* du message que certains articles catastrophistes essaient de faire passer. Chrétiens et musulmans sont logés à la même enseigne, vivent dans la même peur, souffrent des mêmes maux et des mêmes privations. Comparativement cependant – c'est là l'un des moindres paradoxes de cette guerre – ils regrettent majoritairement le régime du Baas où ils occupaient des places de choix. Le socialisme patriotique du Baas a en effet longtemps, tout comme le parti communiste, été une idéologie d'émancipation pour des communautés qui avaient fait l'objet en Irak de durs massacres entre les deux guerres mondiales.

Dans une église chrétienne chaldéenne à Bagdad

Parler aujourd'hui des chrétiens d'Irak invite par conséquent à éviter les deux écueils que sont d'un côté un *misérabilisme* qui ne fait qu'exacerber ici l'image réductrice d'un Islam fanatique, de l'autre un *optimisme* de mauvais aloi, non crédible et qui dessert les intérêts immédiats et futurs des Chaldéens.

Par ailleurs deux lourdes hypothèques pèsent sur leur

devenir : la dépopulation et le soupçon grandissant de complicité plus ou moins active avec l'occupant. Soupçon récurrent depuis les Croisades, mais qui resurgit maintenant avec la plongée de l'Irak dans l'abîme d'une quasi-guerre civile. Pour l'instant encore de basse intensité mais pour combien de temps ?

Dépopulation

Avec deux guerres et un blocus de treize années, les effectifs des communautés assyro-chaldéennes ont fondu comme neige au soleil. Forte d'environ 900 000 âmes en 1991 (dont quelque 400 000 réfugiés à Bagdad venus du Nord après la destruction systématique de leurs villages en accord avec la Turquie, pour la création d'un *no mans'land* au Kurdistan) il en resterait actuellement, au mieux, moins de 700 000. Au fil des années noires de l'embargo, les jeunes hommes sont en effet partis chercher du travail et *fortune* à l'étranger, laissant les filles *au village,* mais désormais sans fiancé. Un garçon pour 8 filles maintenant, ce qui, dans une culture où les chances de mariage sont quasi nulles après 25 ans, constitue un authentique drame social !

Quatorze mois après la fin officielle des hostilités et la victoire des coalisés, les héritiers des premiers chrétiens fuient le chaos irakien en tel nombre que se pose déjà la question du maintien d'une communauté significative. Si la guerre intérieure se prolonge, leur disparition peut être tenue, à terme, pour acquise. Ceci à l'instar de ces chrétiens de Turquie qui ne sont plus à présent que *résiduels*. Un tel constat bannit en fin de compte tout optimisme. Une vision rassérénée que voudraient nous faire partager des voix proches du Vatican en annonçant une *démocratisation* que personne hélas ne voit venir, sauf à avoir la berlue?

Fait incontournable, les chrétiens quittent l'Irak en masse. Des familles entières émigrent maintenant en France, au Canada en Australie, ne laissant derrière eux que les vieillards qui refusent de quitter leur maison. 70 000 s'entassent dans des camps en Syrie, étape obligée pour l'obtention d'un visa.

Pour le droit d'exister

Or, jusqu'ici la question des chrétiens d'Irak n'émouvait pas grand monde. Surtout à Washington où l'on feignait avant le déclenchement de la guerre, d'ignorer leur existence. En effet catholiques et membres ou cadres d'un Baas honni, les Chaldéens étaient à ce titre doublement indéfendables aux yeux de l'Establishment américain anti-papiste, pro-Kurdes et fanatiquement anti-baasiste, le socialisme arabe étant pour celui-ci assimilé à une forme perverse du fascisme.

Il serait temps pourtant que justice leur soit enfin rendue et avec le droit tout simple d'exister selon leurs traditions, leur identité et leur foi. Aprés tout, ne sont-ils pas les derniers à parler le soureh, le néo-araméen, la langue du Christ ? ■

Lettres de Serbie

DES ATOUTS : LA MONARCHIE ET L'ÉGLISE

À l'heure actuelle, l'on peut considérer que toutes les institutions, à l'exception de la monarchie et de l'Église, sont totalement pourries du fait de leur origine douteuse et de l'utilisation concertée qui en est faite.

La Monarchie et l'Église, quels que soient certains de leurs représentants actuels, reposent sur des principes, une histoire, qui les met à l'abri de cet effondrement général.

Le prince Alexandre, fils du roi Pierre II, réside à Belgrade dans le palais royal et dans son palais personnel qui se trouve à proximité de Belgrade. Le palais royal a été mis à sa disposition par le pouvoir en place ; l'utilisation de son palais personnel lui a été octroyée mais pas la restitution de sa propriété. Il reste à la disposition du pays, ne s'implique pas dans la politique actuelle et demeure en contact avec toutes les autorités et toutes les oppositions, sans prendre parti pour aucune d'entre elles

Cette présence continue dans le pays et l'information pratique qui en découle, sont le meilleur apprentissage pour une fonction d'arbitrage dans un pays désorienté.

Pas d'influence du siècle

En ce qui concerne l'Église, son conservatisme fondamental depuis un millénaire lui a permis de traverser la période de 1945 à nos jours sans subir, sur le plan dogmatique, la moindre influence du siècle.

Son organisation s'en ressent tout de même et une grande partie de la population échappe complètement à son enseignement. Il faut rappeler que les Serbes sont peu pratiquants, mais très attachés à leur Église qui les a sauvés de la barbarie turco-ottomane et qu'ils lui doivent leur existence en tant que nation européenne indépendante. Les membres du pouvoir politique actuel sont déférents et même obséquieux à l'égard de l'Église. Ils lui ont rendu la possibilité d'enseigner les évangiles, mais ne lui ont pas restitué ses biens qui sont la garantie de l'indépendance de l'Église. L'Église n'est pas versée dans les questions sociales et temporelles. La divine liturgie est son fondement. Le patriarche Paul est très âgé (90 ans environ). C'est un saint moine, dans la tradition autocéphale de l'Église ; il approuve tous les régimes et toutes les personnalités parfois même les plus douteuses.

Le prince Alexandre de Yougoslavie

Il n'y a pas de crise des vocations. Beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles viennent se ranger spontanément sous la bannière de l'Église orthodoxe serbe. Leur piété est un gage important pour l'avenir du pays mais à côté de cette élite, la masse est ignorante et parfois superstitieuse. Une catéchèse sérieuse manque à l'heure actuelle. Les prêtres qui ont traversé le communisme ont acquis l'épure nécessaire à leur foi qui est profonde, mais une nouvelle génération de prêtres mieux formés est attendue avec impatience.

Les relations avec le Vatican

Il faudrait tout de même et il semble que le temps soit venu, pour que l'Église autocéphale de Yougoslavie et l'Église catholique cherchent ensemble à déterminer ce qui s'est passé de 1941 à 1945 et qu'une seule "vérité vraie" et unique soit établie en faisant abstraction des préjugés antérieurs et de la propagande communiste. Le regretté pape Jean-Paul II – slavo-catholique d'une part et chef d'État du Vatican d'autre part – qui a reconnu l'indépendance de la Croatie avec une précipitation inhabituelle, n'était pas la personnalité adéquate pour organiser cette réconciliation. Le nouveau pape dont l'intelligence et la bonté sont reconnues, devrait être le coparticipant idéal à cette réconciliation autant espérée de toute part qu'indispensable pour préparer un avenir prometteur.

Gérald BEIGBEDER
(Belgrade)

LA BOURGEOISIE COMMUNISTE S'ACCROCHE

Le pouvoir post-communiste finira par céder sur les questions de politique extérieure, atlantiques, européennes et balkaniques, afin d'obtenir en échange une garantie du maintien des structures intérieures et d'éviter d'en payer le prix. Par structure domestique ou intérieure il faut entendre la garantie de la pérennité de la bourgeoisie communiste, la corruption et la garantie des fortunes douteuses, ainsi qu'une liberté de continuer à exploiter la population. La privatisation doit se lire, comme une vente fictive et à bas prix aux profiteurs du régime, à leurs ayant-droit et aux oligarques de la criminalité. Le multipartisme cher aux Occidentaux n'est qu'un leurre.

Seule une réelle réforme de l'administration et de la justice, c'est-à-dire le remplacement de la quasi totalité des fonctionnaires et des juges, pourrait être considérée comme un frémissement de changement. Le scepticisme de la population s'évanouirait si tout l'appareil communiste, jusque dans les provinces et les villages, disparaissait effectivement.

Aucun engagement ni promesse ne peut être pris en considération. Seuls les faits comptent. **G.B.**

ANJOUAN
Rattachisme pas mort !

Au début d'août 1997, l'île d'Anjouan se séparait de la République Fédérale des Comores, lasse d'être constamment brimée par la Grande Comore. Elle demandait à revenir dans le giron de la France après en avoir été détachée en 1975 par la proclamation de l'indépendance des Comores. En septembre 1997, la milice anjouanaise mettait en déroute l'armée comorienne qui avait tenté un débarquement.

Le 26 octobre 1997, les Anjouanais approuvaient par référendum une constitution confirmant leur indépendance de la Grande Comore à une majorité de 99 %. Le scrutin s'était déroulé de façon tout à fait régulière.

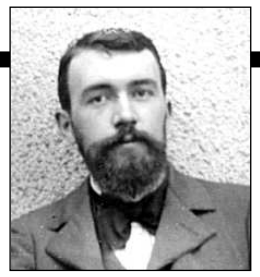
Depuis lors, après bien des péripéties, et notamment un blocus de plusieurs mois auquel la France (hélas !) participait, les Anjouanais devaient se résigner, en décembre 2001, à accepter une nouvelle constitution fédérale leur laissant malgré tout plus d'autonomie qu'auparavant, et à entrer dans une "Union des Comores".

L'administration d'Anjouan ne s'est pas pour autant améliorée ni sa situation alimentaire et sanitaire. Une immigration clandestine vers Mayotte se poursuit, que les autorités françaises ont bien du mal à contenir.

Manifestations

En février 2005 des enseignants d'Anjouan manifestaient à Mutsamudu pour réclamer le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaires. La gendarmerie s'émouvait et tirait. Bilan : un tué et un blessé. Après les manifestations, les autorités arrêtaient Salim Ali Abdou dit "Ba Goulam", un Anjouanais séparatiste demandant le rattachement à la France, qui a été relâché quelques jours après. C'est ce qu'assure le ministre des Affaires étrangères dans une réponse à une question écrite du député Jean-Paul Bacquet parue dans le J.O. *du 19 juillet. Décidément, le rattachisme n'est pas mort à Anjouan !*

Le ministre annonce également que la France ***« a décidé de concentrer son effort de coopération à Anjouan dans les domaines du développement rural et de la santé publique, afin d'améliorer les conditions de vie des Anjouanais et de contribuer à réduire la pression migratoire sur Mayotte »****. Ce sont effectivement les deux secteurs principaux où Anjouan a un impérieux besoin d'être aidée. Mayotte, aussi, s'en portera mieux !* ***P.P.***



Royaliste d'Action française

UN GRAND EXEMPLE

■ Il y a cinquante ans – le 6 septembre 1955 – s'éteignait Maurice Pujo. Par delà la tombe, il constitue pour nous tous, et plus spécialement les plus jeunes, un grand exemple de courage, de fidélité et de clarté dans la pensée.

Jeune homme il fut bien "de son temps", partageant même quelques utopies à la mode. Mais dès cette époque il avait soif de certitudes et d'approfondissement. L'Affaire Dreyfus, révélant les menaces qui pesaient sur l'intégrité de la nation, le fit entrer en politique. Dès lors, son destin était tracé : le service de la France seule, quoi qu'il en coûte, hors de toute préférence personnelle et de tout état d'âme. Une action, pour être noble et digne de notre Histoire, devait être pleinement française, et c'est ainsi que Pujo baptisa dès 1898 notre école de pensée et d'action : **l'Action française** ***avant même qu'elle ne fût fondée.***

Aux côtés de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville, le quatrième mousquetaire – si l'on peut dire – fut sans cesse à la tâche au service de la France contre les falsificateurs de son histoire, contre les politiciens corrompus, contre les *« nuées »* ***répandues par les idéologies partisanes. Rédacteur en chef du journal, il recevait tous les coups, esquivait les pièges, flairait les occasions à ne pas manquer, mais restait modeste, servant l'Action française pour elle-même et non pour l'idée qu'il aurait pu s'en faire, donnant l'exemple du don de soi aux valeureuses équipes des Camelots du Roi dont il fut le chef unanimement respecté. C'est l'obstination héroïque de Maurice Pujo et des camelots du Roi qui arracha à la République l'autorisation du Cortège traditionnel en hommage à Jeanne d'Arc le jour de sa fête nationale, le deuxième dimanche de mai. Évoquer Maurice Pujo, c'est donc se retremper dans les sources mêmes de l'Action française. Nous associerons à notre souvenir celui de Madame Pujo, née Élisabeth Bernard, qui lui survécut jusqu'en 1989, apportant sans relâche le précieux appui de sa mémoire et de son affection à son fils Pierre, qui fête ce mois-ci ses quarante années à la direction de notre journal.***

■

par Michel FROMENTOUX

par Jean-Philippe CHAUVIN

Le royalisme ne serait rien sans les hommes qui, à un moment ou à un autre, épousent ses causes et ses objectifs, portent ses couleurs et leur donnent une nouvelle fraîcheur et vitalité par leurs pensées ou leurs écrits. Ces royalistes n'ont pas les honneurs des manuels scolaires et leur nom comme leur visage ne semblent plus avoir d'écho dans la mémoire collective française, à quelques rares exceptions près.

Commémorer le décès de Maurice Pujo, c'est évoquer quelques tentatives stratégiques royalistes et en tirer des enseignements pour aujourd'hui.

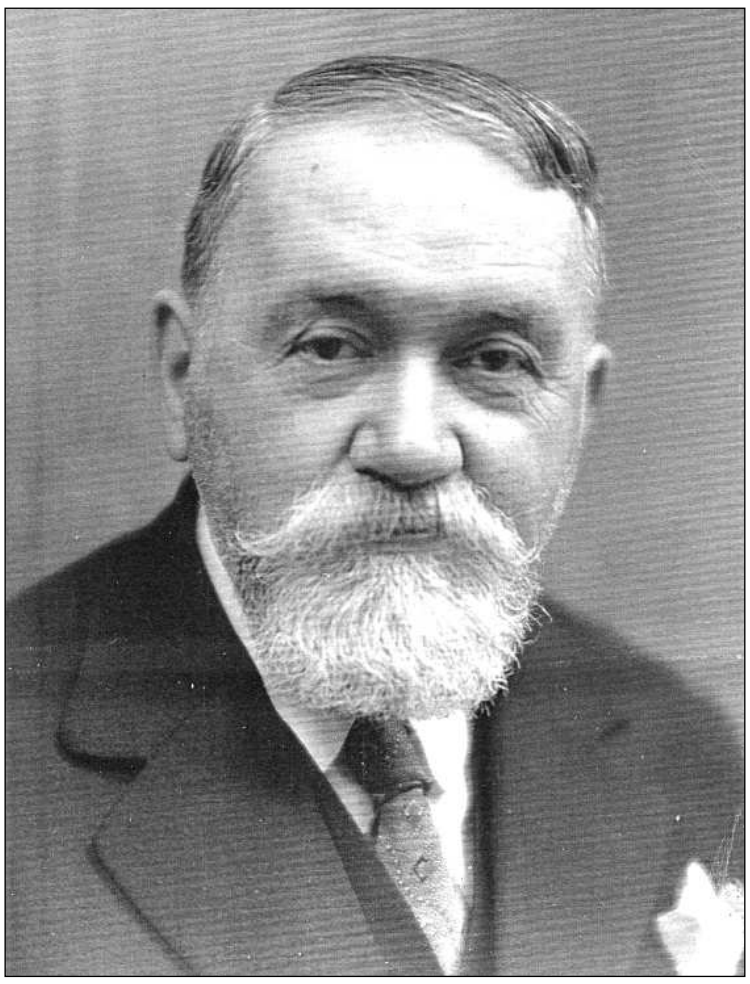
Ainsi la République recouvre-t-elle du sable de l'oubli ces "serviteurs du Prince" pour ne pas avoir à discuter leurs idées et leurs raisons. Il n'est pourtant pas inutile de retrouver certaines de ces figures que sait si bien dissimuler la culture démocratique et que, il faut bien le reconnaître aussi, de nombreux royalistes ne cherchent même pas à découvrir...

S'agit-il d'un simple "devoir de mémoire" ou bien plutôt de connaître une part de l'histoire du royalisme pour en retirer la part active de l'expérience et la mettre à profit, par "empirisme organisateur" (selon l'expression popularisée par Charles Maurras), dans le cadre de notre stratégie de "conquête du pouvoir" (car, même lointaine, il est nécessaire de la préparer) ?

De l'anarchisme intellectuel...

Commémorer le 6 septembre 1955, date du décès de Maurice Pujo, c'est d'abord faire revivre à notre mémoire la personnalité et l'œuvre de ce fondateur de l'Action française, évoquer quelques tentatives stratégiques royalistes et en tirer des enseignements. Commémorer, c'est aussi réfléchir à ce qui a été fait pour penser à ce qui doit, aujourd'hui et demain, être fait.

Maurice Pujo n'est pas né royaliste : au temps de sa naissance, le 26 janvier 1872, à Lorrez-le-Bocage (Seine-et-Marne), la IIIe République n'est pas certaine d'elle-même, et les monarchistes sont majoritaires à l'Assemblée. Mais lorsqu'il devient adolescent, le royalisme parlementaire est entré en agonie et il ne se pose même pas la question de la monarchie, apparemment trop lointaine désormais pour susciter la curiosité intellectuelle. D'ailleurs, ses maîtres sont alors de bons républicains et ses études de philosophie poursuivies à Paris l'orientent, ils l'affirmera ensuite, vers une forme d'anarchisme intellectuel. Renonçant à passer l'agrégation, Maurice Pujo fréquente les milieux littéraires parisiens. Il fonde à l'âge de vingt ans, avec quelques amis épris de philosophie, de littérature et d'art, la *Revue Jeune*, qui deviendra bientôt *L'Art et la Vie*. Il publie deux ouvrages : *La Crise morale* et *Le Règne de la Grâce,* en même temps qu'il voyage en Belgique, aux Pays-Bas ou encore en Allemagne où il assiste en 1896 au Festival de Bayreuth. Il est alors adepte de la philosophie idéaliste allemande et de la musique de Wagner. Il compte parmi ses amis le jeune compositeur belge Guillaume Lekeu, disciple de César Franck, qui mourra bientôt de phtisie en pleine jeunesse, en laissant une très belle sonate pour piano et violon. Maurice Pujo devient secrétaire du cercle anarchisant intitulé "Union pour l'Action morale".



Maurice Pujo (1872-1955)

... à la prise de conscience patriotique

C'est l'affaire Dreyfus qui va entraîner chez Maurice Pujo une prise de conscience patriotique, comme chez de nombreux jeunes intellectuels.

Comme l'écrit René Brécy en 1955 : « **En 1897 l'affaire Dreyfus alluma un immense incendie cérébral dont l'étendue et la violence sont inimaginables pour qui ne l'a pas connu. Au sein du comité** (de l'Union pour l'Action morale) **la zizanie ne tarda par à être fiévreuse entre ceux qui voulaient tout saccager et quelques-uns pour qui primait la sauvegarde de la France. De ces derniers étaient Vaugeois** (un jeune philosophe, alors professeur) **et Pujo. Dégoûté de la politique, Pujo inclinait à se retrancher dans la littérature. Vaugeois par sa force de persuasion l'en sauva. »**

Ainsi l'Affaire, par le bouleversement qu'elle crée, va modifier la vision philosophique et politique du jeune Pujo, dont le patriotisme, jusque-là fort discret, se trouve rallumé par la violence des propos dreyfusistes contre l'Armée et, par ricochet, la patrie. L'extrémisme des dreyfusistes, pour qui le cas du capitaine Dreyfus lui-même n'est le plus souvent qu'un alibi, provoque la refondation, sur des bases nouvelles de ce que Maurice Barrès a qualifié, quelques années auparavant, de "nationalisme".

Vers la monarchie

Ayant quitté, avec Vaugeois, l'Union pour l'Action morale, en avril 1898, Pujo rédige un article appelant à une réaffirmation politique et diplomatique de la France par la réorganisation de l'État, posant ainsi les bases de la question institutionnelle qui l'amènera, par la suite, à conclure à la Monarchie comme Instrument de changement politique. Cet article paraît dans le journal nationaliste *L'Éclair*, le 19 décembre 1898, sous le titre explicite et appelé à connaître une grande fortune : *L'Action française*...

Un véritable laboratoire d'idées politiques se met alors en place autour de Pujo et Vaugeois, dans lequel brille rapidement le royalisme de Charles Maurras. *La Revue d'Action française* naît alors : pour l'heure, elle est nationaliste, républicaine de tendance autoritaire, à l'image de Pujo. Mais ce dernier va peu à peu se rallier, comme les autres membres de la *Revue*, au "nationalisme intégral", c'est-à-dire la Monarchie prônée et théorisée par Maurras. À partir de ce "retournement idéologique", il ne variera plus dans sa fidélité à l'idée royale et dans son indéfectible amitié pour Maurras.

Aux côtés de Maurras

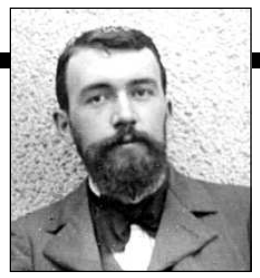
Désormais, l'histoire de Maurice Pujo se confond avec celle de l'Action française. Il collabore à la *Revue*, puis au quotidien homonyme à partir de sa création, en 1908. Il écrit et fait jouer des pièces de théâtre, comme

LA FAMILLE DE MAURICE PUJO

Maurice Pujo appartenait à une famille de pharmaciens, de médecins et de juristes, dont l'ancêtre était venu de la Bigorre en 1700 pour s'installer à Paris. L'un de ses aïeux, le professeur Isez, avait été le médecin de la reine Marie Leczinska, épouse de Louis XV.

Il était le cousin issu d'issu de germain de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et, par sa mère l'arrière-neveu de sainte Émilie de Rodat, fondatrice de la Congrégation de la Sainte-Famille dont la maison-mère est à Villefranche-de-Rouergue.

■



MAURICE PUJO, 50 ANS APRÈS

Les Nuées, inspirées d'Aristophane, pour servir sa dénonciation des mœurs politiques de la IIIe République. Il prend particulièrement pour cibles les libéraux dont il campe l'archétype, le baron Pié.

Militant infatigable de la cause royale par la plume, il l'est aussi dans l'action pratique : s'il n'est pas, comme il l'avoue lui-même, un orateur, il sait par contre organiser autour du mouvement d'Action française toutes les bonnes volontés, en particulier estudiantines. Il lance la campagne pour Jeanne d'Arc et contre son diffamateur, le professeur Thalamas. Elle va agiter le Quartier Latin plusieurs mois avec une stratégie constamment renouvelée jusqu'au jour où Thalamas sera fessé en public et renoncera à poursuivre ses cours.

Maurice Pujo aux côtés de Léon Daudet, de retour de Bruxelles après son exil en 1930

Son livre, *Les Camelots du Roi,* évoque ces débuts d'une organisation dont il assume (jusqu'à sa dissolution légale en 1936) la direction politique. Il démontre qu'il n'y a pas de diffusion d'une pensée politique sans présence sur le terrain et sans un effort intellectuel soutenu et permanent. Pour Pujo, l'Action française est certes une école de pensée mais qui se doit de convaincre au-delà du petit cercle des rédacteurs et des initiés, qui doit donc aller porter la contradiction chez l'adversaire, parfois sans ménagement mais toujours sans haine, qui est mauvaise conseillère. Pujo s'en prend d'ailleurs vigoureusement aux salonnards et aux "légalistes" qui oublient les raisons pour ne se contenter que des apparences, et qui, en définitive, lui semblent des "poids morts" pour l'action politique nécessaire.

Dans une stratégie qui vise à la conquête du pouvoir, Pujo pense qu'il faut d'abord s'adresser aux "Français actifs", à ceux qui ne se contentent pas d'avoir de bonnes idées mais qui sont prêts à les défendre, dans la discussion comme dans l'action.

> ***« Pour des idées confuses, pour des nuées, pour des mots, on ne risque rien. Pour une idée vraie, pour une pensée issue du réel, on affronte facilement les coups et la prison. »***
>
> ***Maurice PUJO***
> *(Discours à la réunion de rentrée des Étudiants d'A.F., 9 décembre 1927)*

Le culte de Jeanne d'Arc

Connaissant la force des symboles et des "mythes" (au sens sorélien et politique du terme), Maurice Pujo attache beaucoup d'importance à imposer et à faire respecter le culte de Jeanne d'Arc, notamment lorsque dans les années 20 le Cartel des Gauches tente (en vain) d'interdire le Cortège devenu traditionnel. Il n'est pas présomptueux de dire que c'est l'action de Maurice Pujo et de ses amis, payée de "10.000 jours de prison", qui permit à l'hommage à Jeanne d'Arc de devenir, par une loi votée en 1920, Fête nationale.

Lors de la guerre de 1914-1918, Maurice Pujo, malgré une santé parfois délicate et son âge (43 ans), accepte de servir et est mobilisé dans l'infanterie. Il continue, durant ses quatre années sur le front, d'écrire des articles pour l'*A.F.* signés "Le Biffin".

Entre les deux guerres, Maurice Pujo devient le rédacteur en chef de *L'Action Française*, aux côtés du trio Maurras, Bainville, Daudet, qu'il seconde de son mieux. C'est souvent à lui que sont adressés les courriers qui dénoncent telle ou telle corruption au sein de l'État, du Parlement ou des partis. Ainsi, c'est lui qui, du coup, peut dévoiler quelques grandes affaires qui secouent la IIIe République, comme, par exemple, l'affaire Stavisky... C'est souvent à lui qu'il revient de "mobiliser" les esprits et les énergies contre les scandales ainsi révélés : les caricaturistes ne s'y trompent d'ailleurs pas, qui le représentent fréquemment comme le chef des "Camelots du roi", reconnaissable par sa grande taille, son aspect de "Don Quichotte dégingandé" et sa barbe blanche.

Ferme dans les épreuves

Il est aussi, lorsque les épreuves s'accumulent sur l'A.F., le "bouc émissaire" des dissidents ou des contestataires qui le moquent de façon souvent fort injuste, mais Maurice Pujo assume l'ingratitude de ces protestataires, comme il assume celle de l'Église à partir de la condamnation vaticane de 1926 et celle des Princes, après 1937. Cela ne l'empêche pas de rester fidèle, comme Maurras, aux grands principes de la monarchie et de la Famille qui l'incarne. Jamais il ne trahit, malgré les coups reçus (coups parfois fort douloureux et souvent injustes...), la Maison de France et le Comte de Paris. Pujo place l'intérêt supérieur de la France avant son intérêt propre.

De 1936 à 1939 il dénonce dans *L'Action Française* les envois d'armes du Front populaire aux Rouges espagnols malgré le principe officiel de "non-intervention". Il contribuera ainsi à rapprocher l'Espagne de Franco de la France.

La "ligne de crête"

Lors de la Seconde Guerre mondiale, Maurice Pujo, « **pour maintenir l'unité française** » comme il l'écrit alors après l'invasion allemande du printemps 1940, soutient le maréchal Pétain dont il pense qu'il évite à la France un « **simple protectorat allemand** » et un démembrement du pays.

Dans ces heures sombres et malgré les pressions des autorités d'occupation et des collaborationnistes comme Rebatet ou Déat, Pujo, devenu co-directeur de *L'Action Française* après la mort de Léon Daudet, applique la politique difficile de la « **ligne de crête** ». Cela lui vaut d'être emprisonné par la Gestapo le 22 juin 1944 au Fort Montluc, où il reste trois semaines. À la libération de Lyon, où le quotidien d'A.F. s'est installé durant l'Occupation, Pujo est remis en prison et jugé, en même temps que Maurras en janvier 1945 : c'est alors l'heure des règlements de comptes et d'une épuration qui, parfois, frappe aussi des fidèles du Maréchal, pourtant anticollaborationnistes. Lors de ce procès, Pujo remet au juge d'instruction un mémoire intitulé *L'Action française contre l'Allemagne*, qui rappelle les positions et les écrits de *l'A.F.* durant l'avant-guerre et pendant les jours d'épreuve.

Libéré en octobre 1947, Maurice Pujo reprend sa place à la tête de l'Action française en gardant un contact constant avec Charles Maurras toujours emprisonné à Clairvaux. Il est co-directeur politique d'*Aspects de la France* avec Georges Calzant.

Pour la réconciliation nationale

Le 20 décembre 1949, au cours d'une réunion mémorable, il tend la main au colonel Rémy, un grand résistant, partisan de la réconciliation nationale, qui demande la révision des procès de Maurras et du Maréchal.

Ses derniers jours sont assombris par la dissidence de Pierre Boutang qui provoque la dispersion des énergies royalistes.

Il s'éteint, chrétiennement (il a suivi le chemin de Maurras), en septembre 1955, laissant derrière lui quelques ouvrages fort utiles pour la compréhension de l'histoire et de la pratique de l'Action française (*Les Camelots du Roi*, *Comment Rome est trompée*, *L'Action française contre l'Allemagne*) et un fils, Pierre Pujo, qui deviendra bientôt à son tour la personnalité incontournable de la presse d'Action française. ■

CHARLES MAURRAS ET MAURICE PUJO

Une longue amitié

par Pierre PUJO

De tous les fondateurs de l'Action française, Maurice Pujo est celui qui aura été le plus proche de Charles Maurras, et le plus longtemps. Leur première rencontre est de fin janvier 1899 au café Lavenue, près de la gare Montparnasse. Seule la mort de Maurras, en novembre 1952, les séparera. Quand, durant la guerre 1914-18, ou bien après la libération de Maurice Pujo en octobre 1947, ils seront éloignés l'un de l'autre, ils s'écriront de nombreuses lettres en se consultant sur tous les problèmes, grands et petits, qui touchaient à la vie de l'Action française. Durant cinquante-trois ans, ils ont vécu ensemble la création de l'Action française, son essor, ses épreuves. Ils ne cessèrent pas d'être liés par une profonde amitié qui prenait ses racines dans l'adhésion à de hautes vérités, dans une estime réciproque, et dans une même conception de l'action politique. Maurras avait une confiance totale dans le jugement de Maurice Pujo et celui-ci manifestait une admiration et un dévouement sans borne pour Charles Maurras.

> ***Ils ont partagé durant plus de cinquante ans les luttes pour la France et le Roi.***

Venus de bords opposés

Pourtant, combien ces deux hommes étaient différents ! L'un, Maurras, bouillonnant, l'esprit toujours en mouvement, ferraillant avec sa plume comme il aurait combattu avec une épée (rappelons-nous son poème *Destinée :* « **Jamais la gloire du vrai fer n'a brillé dans ta main débile** »). L'autre, Pujo, toujours calme et résolu, analysant les événements et cherchant à en prévoir les conséquences, logicien implacable. Au fond, ils se complétaient et c'est pourquoi leur collaboration a duré si longtemps.

Ils venaient l'un et l'autre de milieux intellectuels très différents, Charles Maurras, le Provençal, était un disciple de Mistral. Il avait, en 1892, lancé la déclaration des *Félibres fédéralistes* qui déjà posait la question politique de la décentralisation. Il avait collaboré à la *Cocarde* de Maurice Barrès et il suivait le courant nationaliste. En 1896 il avait été envoyé par la *Gazette de France* aux premiers Jeux olympiques reconstitués à Athènes par le baron de Coubertin et il en était revenu royaliste. En septembre 1898, il avait pris la défense de la mémoire du colonel Henry trouvé suicidé dans sa cellule du Mont-Valérien. Il avait intitulé sa série d'articles *Le premier sang.*

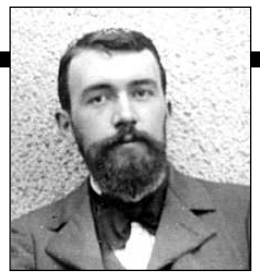
Maurice Pujo, lui, fréquentait des rivages très différents. Il était imprégné de philosophie allemande et admirait Novalis, champion de l'idéalisme absolu. Il avait lancé à l'âge de vingt ans, en 1892, la *Revue Jeune* devenue ensuite *L'Art et la Vie.* En 1894, il avait publié *Le Règne de la grâce*, un essai qui lui avait valu un éditorial sympathique de Jean Jaurès dans son journal *La Petite République*, mais aussi une note de lecture aimable de... Charles Maurras, qui ne le connaissait pas encore. Maurice Pujo était grand amateur de musique et admirait Wagner. En 1896, lorsque Maurras séjournait sous le ciel de l'Attique, Maurice Pujo se rendait au Festival de Bayreuth, en Bavière. Peut-on imaginer deux engagements plus opposés ? Pourtant, ils vont se rencontrer et lier une amitié indéfectible. Le déclic sera donné par l'affaire Dreyfus. En avril 1898, Henri Vaugeois et Maurice Pujo quittent l'Union pour l'Action morale qui s'est rangée dans le camp des dreyfusards insulteurs de l'Armée et fondent un premier comité d'Action française. Le 19 décembre 1898, Maurice Pujo publie dans le quotidien *L'Éclair* un manifeste intitulé *L'Action française* au nom des intellectuels patriotes. En somme, lorsque Maurras et Pujo se rencontrent, ils ont l'un et l'autre publiquement choisi leur camp dans la grande dispute nationale suscitée par l'affaire Dreyfus.

Maurice Pujo cependant demeure républicain. Il ne se ralliera à la monarchie qu'en mai 1903 en signant une adresse envoyée au duc d'Orléans. Mais dès 1899, il est séduit par la pensée maurrassienne qui, racontera-t-il plus tard, lui apporte alors une « **illumination intérieure** ». Maurras, en effet, lui fait découvrir le réel, lui qui était perdu dans les nuées de l'abstraction. Maurras lui révèle l'homme concret, celui qui est inséré dans des communautés naturelles et historiques et en fonction de qui il importe de traiter des choses politiques.

L'éloignement de la guerre

En janvier 1915, Maurice Pujo, qui est un réserviste âgé

MAURICE PUJO, 50 ANS APRÈS



de quarante-trois ans, est mobilisé au 30e Territorial comme simple soldat. Il restera sous les drapeaux jusqu'à l'armistice de 1918. Commence alors une correspondance très suivie entre Charles Maurras et lui. Elle montre la place qu'occupait déjà Pujo dans la vie du journal et du mouvement. Les lettres courtes et précises de Maurras (un Maurras très lisible encore !) traitent de problèmes pratiques touchant l'A.F. Elles demandent l'avis de Maurice Pujo sur des décisions à prendre. Ainsi, que faire pour le Cortège de Jeanne d'Arc de mai 1915 ? Il est décidé de le supprimer en raison du nombre important de Camelots du Roi et des cadres de l'A.F. qui sont mobilisés. De simples dépôts de gerbe aux trois statues parisiennes seront opérés, mais on veillera à ce que les couronnes déposées par les républicains ne comportent aucune insulte ni pour la monarchie ni pour les prêtres, comme ç'avait été le cas les années précédentes. Dans la correspondance Maurras-Pujo il est aussi question des amis tombés au Champ d'Honneur.

Quelque temps après la mobilisation de Maurice Pujo, Maurras lui écrit : « **Ma mère se désole de votre départ. Elle trouve cet argument supplémentaire : "Oui, vous vous entendiez très bien tous deux..." Je vais la détromper de ce pas. Mille amitiés en toute hâte. Charles Maurras** ». Une indication précieuse sur la communauté de pensée qui existe déjà entre les deux hommes et qui n'a pas échappé au regard perspicace de Mme Maurras.

Après la guerre, Maurice Pujo devient rédacteur en chef de *L'Action Française.* Il est en même temps le délégué des Comités directeurs auprès des Étudiants d'A.F. et des Camelots du Roi. Sa collaboration avec Maurras va se resserrer. Ils partagent le même petit bureau au premier étage de l'imprimerie de la rue du Jour où Pujo relit les épreuves tandis que Maurras écrit sa *Politique.* Il arrive que Maurras s'attarde, compromettant la sortie du journal à l'heure requise pour l'expédition en province. Maurice Pujo a la tâche délicate de rappeler à Maurras les exigences de l'horaire.

Maurice Pujo pouvait surmonter la surdité de Maurras en lui parlant au milieu du front, sans élever la voix. Néanmoins les deux hommes correspondront souvent, par commodité, sous forme de notes rapides, notamment sur les enveloppes du courrier adressé par les correspondants. Maurras communique à Pujo une lettre reçue en donnant brièvement son jugement (parfois à l'emporte-pièce) sur son auteur ou son contenu et le charge éventuellement d'y répondre. Une totale confiance réciproque règne entre eux.

En été Charles Maurras prend des vacances en août car il est amateur de bains de mer dans le golfe de Fos, non loin de sa maison familiale de Martigues. Maurice Pujo, lui, part en septembre pour se livrer à sa passion favorite, la cueillette des champignons, soit en Aveyron, soit dans le Loiret. Maurras ou Pujo : l'un d'eux doit toujours demeurer à Paris.

Sous l'Occupation

La Seconde Guerre mondiale va rapprocher davantage Charles Maurras et Maurice Pujo. Ils prennent ensemble la route de l'exode en juin 1940, Maurice Pujo étant accompagné de sa famille. En juillet ils font ensemble reparaître *L'Action Française* à Limoges puis, à partir de novembre, à Lyon où Léon Daudet, demeuré dans le Gers durant l'été, les rejoint. Les angoisses de la guerre, les menaces résultant de l'occupation allemande, enfin la disparition du bâtonnier Marie de Roux (en 1941) et de Léon Daudet (le 1er juillet 1942), qui appartenaient à la première équipe de *L'A.F.* quotidienne, resserrent encore la solidarité entre les deux amis.

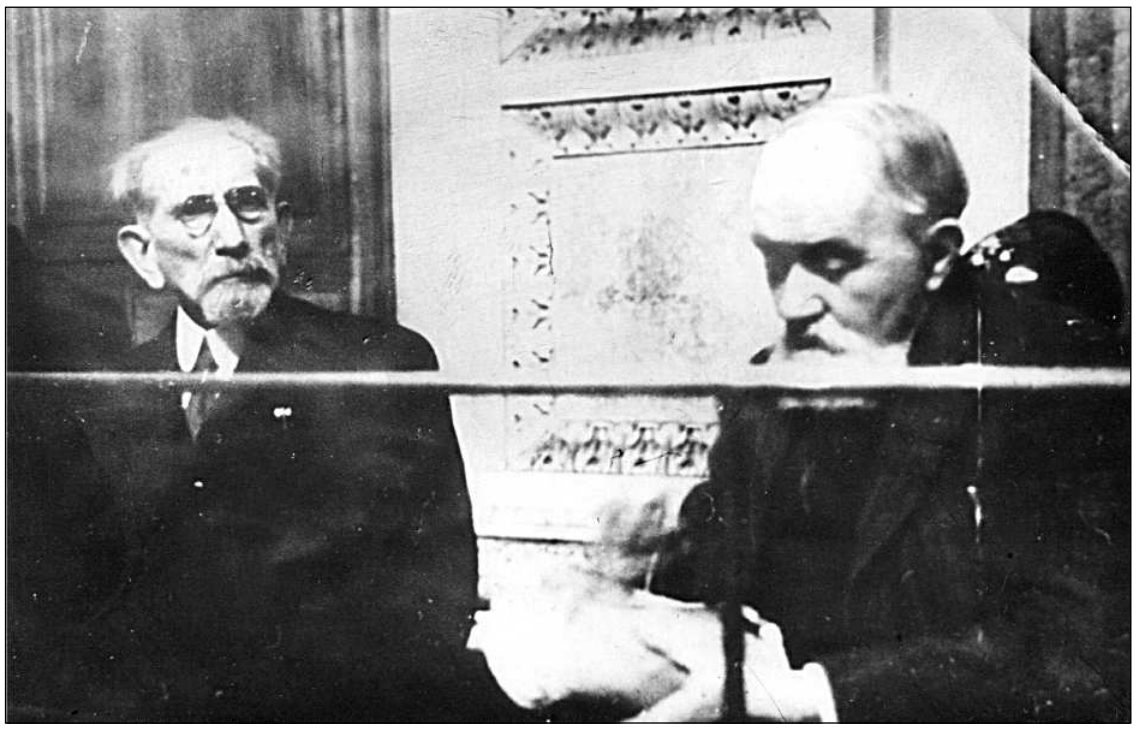
Le 5 novembre 1943, Charles Maurras adresse à Maurice Pujo une longue lettre testamentaire sur les dispositions à prendre pour assurer la continuité de l'Action française au cas où il viendrait à disparaître. En effet, en avril précédent, il a eu une syncope lors du congrès des étudiants d'A.F. réuni à Montpellier et il considère qu'il doit tenir compte de cet avertissement de la nature. Charles Maurras désigne Maurice Pujo pour être le chef indiscuté de l'A.F. après lui. Il définit aussi l'organisation du mouvement pour plus tard. Il estime que l'Action française doit être organisée sur le modèle de la monarchie, son président étant entouré de conseils, mais demeurant le seul maître des décisions. L'.A.F. ne saurait devenir une démocratie... Maurras termine sa lettre en demandant à Maurice Pujo : « **À quand le second livre des *Camelots du Roi* ?** » Le premier en effet s'arrête à 1909, et les Camelots ont mené bien d'autres actions par la suite. Hélas, le second livre ne sera jamais écrit...

À plusieurs reprises, durant l'Occupation Charles Maurras vient dîner chez nous. L'occasion en est fournie par l'arrivée d'un colis envoyé par des amis de l'Ouest contenant une dinde, une oie, un chapon. Lyon est l'une des villes les plus mal ravitaillées et ces volatiles permettent à ma mère d'organiser ce qui nous apparaît alors comme un véritable festin. Outre Maurras y sont conviés les collaborateurs et collaboratrices du journal repliés sur Lyon. Le maître de l'A.F. y apparaît détendu, s'intéressant, par exemple, aux études de ma sœur (sa filleule) et aux miennes (il m'appelle Pétros depuis que j'ai commencé l'étude du grec et m'a donné un exemplaire du gros dictionnaire Bailly). Un jour il s'amuse d'un poème composé par Maurice Pujo dont tous les vers riment en *inde*... et destiné à remercier une bienfaitrice qui a envoyé la dinde que nous dégustons.

Michel Déon, alors jeune secrétaire de rédaction de *L'Action Française*, doit se souvenir de la soirée où je recherchais tous les textes de Évangiles que nous pouvions posséder afin de les comparer, car une controverse était née au cours du repas pour savoir si le vin que le Christ a promis à ses disciples de boire avec eux au Paradis serait le fruit de la vigne ou bien un nectar tout à fait différent...

Le 22 juin 1944, Maurice Pujo et Georges Calzant, l'un des principaux collaborateurs de l'A.F., sont emprisonnés par la Gestapo au Fort Montluc. Maurras multiplie les démarches auprès du maréchal Pétain pour qu'il obtienne leur libération. Celle-ci survient le 10 juillet sans qu'ils aient été interrogés. Maurice Pujo revient auprès de sa famille installée dans le Loiret, en dépit de mille difficultés, car, depuis le débarquement allié les trains fonctionnent de plus en plus mal. Il retourne à Lyon fin juillet car il ne veut pas laisser Maurras seul face aux troubles auxquels la libération du territoire peut donner lieu.

En septembre 1944 ils sont arrêtés ensemble et traduits devant la Cour de justice du Rhône. Après le procès qui se déroule du 24 au 27 janvier 1945, ils sont emprisonnés à la centrale de Riom où ils sont placés à l'infirmerie en raison de leur âge. À partir de mars 1947, ils sont conduits à la prison de Clairvaux. Ils y sont installés dans un bâtiment auquel on accède après avoir franchi trois enceintes. Y sont détenus déjà les amiraux Esteva et de Laborde.



Le 25 janvier 1945
Audience au procès de Charles Maurras et Maurice Pujo, solidaires dans l'épreuve

Communion de pensée

Durant ces années de prison, Maurice Pujo ne sera jamais séparé de Charles Maurras. En raison de la surdité de celui-ci, il était l'interprète obligé avec l'administration pénitentiaire, car lui seul pouvait se faire entendre de Charles Maurras en lui parlant.

Lorsque Maurice Pujo, bénéficiant d'une libération conditionnelle, quitte Clairvaux en octobre 1947, il est remplacé par Xavier Vallat, vieil ami de Maurras. Mais Vallat sera à son tour libéré en 1950. La santé de Maurras, demeuré seul, commence alors à se détériorer jusqu'à sa libération en mars 1952.

L'honneur de ma vie, c'est d'avoir été le compagnon de Charles Maurras, c'est d'avoir, pendant quarante-cinq ans, servi avec lui des vérités de salut public pour notre Patrie bien-aimée.

Maurice PUJO
au procès de Lyon,
27 janvier 1945

De 1947 à 1952, Charles Maurras et Maurice Pujo entretiendront une correspondance suivie. Elle traite de la ligne politique de l'A.F., de la vie du journal, de ses rédacteurs, des améliorations à lui apporter. Elle révèle une entière communion de pensée. Elle est fort instructive. Maurras s'intéresse à tout. Il va même jusqu'à complimenter mon père pour un tract que j'ai rédigé et diffusé à l'Institut d'Études politiques où je suis alors étudiant... Charles Maurras et Maurice Pujo se reverront au printemps 1952 lorsque Maurras est placé en résidence surveillée dans une clinique de Saint-Symphorien-lès-Tours. Ils passeront toute une journée ensemble au mois d'août dans la propriété de Georges Calzant, directeur d'*Aspects de la France*, en compagnie de Mmes Maurice Pujo et Georges Calzant et d'un fidèle Camelot du Roi André Prudhomme. Ce sera la dernière sortie de Maurras qui décède le 16 novembre suivant.

Lors de ses obsèques sous la neige le 19 novembre à Tours, Maurice Pujo déclare : « **Toute sa vie, tout son labeur considérable ont été une longue œuvre de charité à l'égard des Français.** » Il ajoutera : « **Si Maurras est mort, sa pensée est toujours vivante ; elle l'est plus que jamais. Il faudra bien qu'un jour justice lui soit rendue parce qu'elle est la vérité. La vérité ne meurt pas.** »

L'hommage d'un compagnon, d'un ami, à celui dont durant plus de cinquante ans il avait partagé les luttes pour la France et le Roi. ■

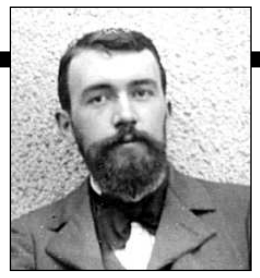
UNE DÉDICACE DE MAURRAS

En 1943, Charles Maurras dédiait son ouvrage
La Contre Révolution spontanée
à Maurice Pujo dans les termes suivants :

« À Maurice Pujo, que son audace, sa raison, son puissant esprit politique ont seul qualifié pour concevoir et pour conduire de 1899 à 1940 tout ce qui fut de pure action dans la vie de l'Action Française. Tardif hommage que lui donnent avec ma très vieille amitié ma gratitude et mon admiration très fidèles.
Ch.M. MCMXLIII»

Maurras ajoutera sur l'exemplaire personnel de Maurice Pujo :

« À Maurice Pujo à qui je n'ai pas encore réglé son compte.
De tout mon cœur,
Charles Maurras. »



Quelques souvenirs

par **François LEGER**

Pierre Pujo m'a demandé quelques souvenirs sur son père, sous les ordres duquel j'ai travaillé, avec beaucoup d'intérêt, durant toute l'année qui a précédé la guerre. Je m'exécute avec plaisir.

La rubrique de la Revue de la presse de L'Action Française *me fut en effet confiée à cette époque.*

Le titulaire de cette rubrique dont Maurras avait été le créateur était un vieux journaliste de talent qui écrivait sous le nom de Pierre Tuc*. Il mourut subitement au début de l'été 1938. Les dirigeants du journal (Daudet, Maurras et Maurice Pujo) décidèrent alors, pour le remplacer, d'organiser un petit concours entre quelques apprentis journalistes dont chacun tiendrait, pendant un mois, sous la signature Interim, la rubrique de la Revue de la presse, après quoi ces messieurs embaucheraient celui des candidats qui leur paraîtrait s'être le mieux tiré de cet exercice.*

Immédiatement, mon ami François Daudet me dit que je devais absolument me faire inscrire parmi les candidats. Léon Daudet me connaissait un peu parce que j'étais un des amis de François, Maurras parce que j'étais le responsable du Cercle d'Études politiques *dont il venait présider plusieurs fois par an les séances que j'avais préparées rue Saint-André-des-Arts, Maurice Pujo enfin parce qu'il était le président de nos associations d'Étudiants d'Action française dont j'étais à l'époque l'animateur à Paris.*

Calme et réflexion

J'obéis donc au conseil de François Daudet et pris rendez-vous avec Maurice Pujo pour me faire accepter parmi les candidats à la succession de Pierre Tuc.

Je me souviens assez bien de cette rencontre. Maurice Pujo était un grand bonhomme robuste et légèrement ventru. Il avait une forte tête, et ce qui était frappant chez lui était l'impression de calme et de réflexion qui émanait de toute sa personne. Il s'exprimait avec une assez curieuse voix de gorge et bégayait légèrement.

*Son accueil fut extrêmement prudent à mon égard. Il me demanda mon âge. Je le lui dis.. Il eut l'air de me trouver bien jeune, puis ajouta quand même : **« Je vous z... z'inscris. »***

Maurice Pujo en tête du cortège de Jeanne d'Arc de 1951. A sa droite, le docteur Raymond Tournay et Edouard Ergal . A sa gauche, Pierre Boutang. Derrière eux, Michel Mourre.

Ainsi furent recrutés trois candidats qui eurent chacun droit à un mois d'essai ; un chartiste, un journaliste professionnel déjà un peu connu et moi-même qui étais le troisième et débutai dans ce concours à la fin d'août 1938.

Je n'ai gardé aucun souvenir du chartiste qui était un parent de Real del Sarte et fera plus tard une belle carrière de conservateur de grandes bibliothèques.

Le second se nommait Rebatet et me parut le plus redoutable, car il était déjà l'un des deux secrétaires de rédaction de L'Action Française *et écrivait aussi, assez abondamment dans plusieurs journaux de droite :* Je Suis Partout, Candide, Le Jour*. La Providence voulut qu'il commît une bourde qui le coula. Il avait entamé une polémique avec je ne sais qui sur je ne sais quoi. Son adversaire lui demanda quelles étaient ses sources. Il dut finalement lui répondre que ses sources étaient allemandes, d'où hurlement triomphal de cet adversaire dont il ne sut comment se débarrasser et auquel, pour en finir, il lança à la figure par écrit, dans notre journal, le mot de Cambronne ! Ce n'était pas brillant, et il s'était ridiculisé.*

Mois d'essai

J'entamai donc mon stage avec une certaine confiance, mais c'était une tâche accablante. Je devais lire tous les quotidiens de Paris (il y en avait alors une trentaine), les grands journaux de province, les hebdomadaires, découper chez les uns et les autres ce que je décidais de commenter, le coller sur des feuilles de papier vert, et y ajouter mes propos. Je passais toutes mes matinées à effectuer, chez mes parents, une partie de ce boulot. Arrivant ensuite à L'Action Française*, en début d'après-midi, j'y trouvais sur ma table tout ce que Maurice Pujo avait découvert et découpé de son côté dans la presse, après quoi Maurras entrait en scène vers les 19 heures, et me remettait sa propre moisson, assaisonnée des griffonnage* ad hoc *dont il avait le secret.*

Il me fallait évidemment utiliser au mieux et très respectueusement ces divers suppléments, et les fondre aussi bien que possible dans ma Revue de presse dont on comprend qu'elle ait aisément occupé une page entière de journal.

*Quand je l'avais achevée je déposais sur le bureau de Maurice Pujo le résultat de mon travail. Il le lisait et accompagnait sa lecture de diverses observations que nous discutions et qui me conduisaient parfois à modifier mon texte. Il m'arrivait aussi des aventures. C'est ainsi que pris, un jour, de je ne sais quelle folie, j'avais eu l'idée bizarroïde de porter un jugement beaucoup trop indulgent sur Jules Ferry soudain considéré par moi comme un des vrais hommes d'État de la III*ème *République. Maurice Pujo, lisant tous mes textes avant leur impression supprima d'autorité cet inepte entrefilet et me fit un fort intéressant exposé de ce que je devais penser de cet **« imposteur »**. Ce fut le terme qu'il employa.*

*Une autre fois, je trouvai, dans un tas de papiers que Maurras faisait mettre sur ma table, une belle feuille sur laquelle il avait griffonné : **« Vous ne nous défendez pas. »** J'en fus épouvanté, mais j'ai croisé, le même après-midi, Léon Daudet qui lui, au contraire me lança : **« Qu'est-ce-que vous leur passez ! »**. Ouf ! Je fus un peu rassuré.*

Premier salaire

Je le fus aussi quand, mon mois d'essai achevé, rien ne me fut signifié si bien que je continuai à tenir ma rubrique pensant que ce silence était plutôt bon signe. Quelques jours plus tard, en effet, Maurice Pujo me fit venir pour m'annoncer que j'étais en charge et qu'il me dirait quand ma signature remplacerait le mot Interim à la fin de ma page.

Je ne me plaignis point car je fus alors le mieux rétribué des rédacteurs de L'Action Française *(après Daudet, Maurras et Maurice Pujo). Je gagnais 2.100 francs par mois et en fus si grisé que je suis allé à La Belle jardinière (qui existait à cette époque en face de la Samaritaine) et y ai acheté un pardessus. Mon père vit avec inquiétude cette acquisition, estimant absurde, de ma part, de commencer à dilapider ainsi mon premier salaire... mais je retrouvai ce manteau, après mes deux ans et demi de captivité en Allemagne... et je l'ai porté jusqu'en 1948 !!*

Voilà tout ce dont je me souviens, à propos de mon année sous la direction de Maurice Pujo. Ce n'est pas beaucoup, mais à plus de quatre-vingt-onze ans, si l'on vit dans un passé assez nuageux, on sait parfois quand même reconnaître encore les hommes d'honneur, de courage et de talent. Indubitablement Maurice Pujo en était un.

■

L'esprit des camelots du Roi

Dans l'introduction de son ouvrage sur Les Camelots du Roi*, Maurice Pujo a défini l'esprit de cette troupe d'élite sans pareille au service de la France et du Roi.*

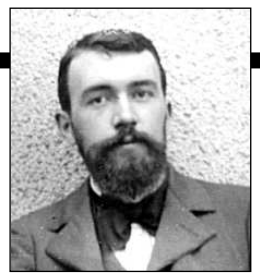
Lorsque, à la fin de 1908, l'Action française assuma le commandement des manifestations, elle était forte de ses expériences, mais surtout de sa doctrine qui fut, dans la lutte de rues, principe d'énergie, d'ingéniosité et de persévérance. Les chefs n'avaient en cette matière ni valeur ni compétence particulières mais ils avaient l'esprit libre pour regarder le but et le terrain. Nos manifestations ne furent plus les réactions désordonnées du cœur ou des nerfs, promptes à se déchaîner, mais aussi à s'abattre et à se laisser endormir. Elles furent le développement d'une action méthodique poursuivie sans faiblesse, sans trouble, avec bonne humeur et enthousiasme.

Cette force de l'idée qui a réuni les troupes, elle a fait aussi leur dévouement, leur discipline, leur héroïsme. Spectacle admirable ! Ces intellectuels délicats qui n'avaient jamais rêvé de coups à donner ou à recevoir, ces jeunes étudiants studieux vont dans les bagarres ; ces petits employés, au sortir du poste de police, le front bandé pour quelques blessures, courent à une réunion, prennent part à la discussion, servent opportunément les arguments de Maurras, vérifiés par leur expérience professionnelle et privée, "collent" l'adversaire souvent cultivé. Les uns et les autres, laissant leurs affaires personnelles, répondent avec ardeur à toute convocation. Fraternellement mêlés, ils vont là où on leur dit d'aller, sans demander d'explication. Sur le terrain, on ne suit plus, comme autrefois, le premier venu qui prend la tête en levant sa canne en l'air, car on sait que celui-là est le plus souvent un policier chargé d'amener la manifestation dans une impasse ou un guet-apens. On n'obéit qu'aux chefs désignés et l'autorité de ceux-ci n'est discutée par aucun amour-propre, par aucun esprit dénigreur. Chose plus difficile : cette obéissance quand l'action est ordonnée est la même quand c'est l'abstention qui a été jugée plus politique par ceux qui dirigent. Surtout, aux Camelots du Roi, on ne se "dégonfle" pas ; on ne se contente pas de la velléité et du geste. On peut tout leur demander : celui à qui on confie une mission la reçoit comme un honneur ; il l'accomplit coûte que coûte. L'exigence du réel que la doctrine d'A.F. impose à l'intelligence s'impose à la volonté de chacun avec la même rigueur dans la poursuite d'un but fixé.

Arrestation de Maurice Pujo lors d'une manifestation le jour des obsèques de Gaston Calmette en 1914

Maurice PUJO

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE



Comment Rome est trompée

de Maurice PUJO

par Michel FROMENTOUX

Maurice Pujo joignait à la passion de la vérité l'art de la preuve, de l'argumentation serrée, du "démontage" des dialectiques les plus diaboliques que lui opposaient ses adversaires. C'est pourquoi son ouvrage de 1929 *Comment Rome est trompée* reste toujours actuel. Répondant au livre publié par six religieux et intellectuels (dont le Père Doncœur et Jacques Maritain) qui expliquaient et exaltaient

Jacques Maritain (1882-1973)

sous le titre *Pourquoi Rome a parlé* la "condamnation" dont l'Action française venait de faire l'objet (29 décembre 1926), le rédacteur en chef de *L'Action Française* soumettait à une critique méthodique s'affinant au fil des pages les accusations de détracteurs dont la préoccupation principale n'était nullement doctrinale, car – les historiens l'ont amplement prouvé – on voulait avant tout mettre au pilori une pensée et un mouvement qui gênaient les illusions pacifistes de la politique vaticane d'alors.

Jeu vite démasqué par Maurice Pujo : « **Il ne s'agit pas de savoir si, objectivement, la doctrine politique de Maurras et de l'Action française est vraie. Il s'agit de savoir si les éléments de cette doctrine coïncident avec la doctrine chrétienne. Le perpétuel quiproquo consistera dans le fait que l'on met de force sur le même plan deux choses qui s'accorderaient parfaitement disposées dans une hiérarchie de plans différents : la doctrine chrétienne, qui règle la foi et la morale, et des idées politiques, qui mettent simplement en lumière la part des conditions expérimentales et en quelque sorte mécaniques sans lesquelles on ne peut assurer la vie normale d'un État.** »

Un faux Maurras

Voilà ce qui viciait le débat. Perpétrant une « **agression contre l'Esprit** », les "Six" voulaient, en raison de quelques écrits de jeunesse certes choquants, mais qu'ils avaient mal lus, faire comme si toute la pensée *politique* de Maurras baignait dans le *rationalisme* (alors que Maurras, dit Pujo, a toujours reconnu la raison comme « **dépendante** », s'appliquant « **aux lois des choses** », reconnaissant le vrai et le faux, le bien et le mal, accomplissant la tâche pour laquelle Dieu nous l'a donnée), ou *l'agnosticisme,* voire l'*athéisme* (alors que Maurras n'a jamais professé que les réalités métaphysiques – qu'il n'avait pas le bonheur de pouvoir atteindre – n'existaient pas !), ou encore le *paganisme* (alors que Maurras n'a jamais forgé une synthèse subjective tenant lieu de divinité !). Les "Six" faisaient ainsi de Maurras un *ennemi du Christ*, alors qu'il a seulement combattu le "Christ intérieur" romantique et subversif de l'ordre social – un Christ hérétique – qu'on lui présentait dans sa jeunesse. Ce faisant, écrit Pujo, « **Maurras incroyant défendait la transcendance de l'idée chrétienne** ».

Maurras méconnaissait-il les destinées divines de l'homme ? Pujo n'avait aucun mal à prouver que son ami n'a jamais « **réduit le beau et le vrai à l'utile** », qu'il « **n'enferme pas l'homme dans son égoïsme, même "bien compris"** », « **qu'il n'y a rien de plus opposé au mouvement de sa pensée que le retour sur soi de l'âme se prenant elle-même pour motif** ». Était-il alors pessimiste ? « **Ce que Maurras combat, c'est le goût et la culture des passions, c'est l'idéologie de la Vie.** »

À l'homme que le libéralisme et la démocratie privent de ses soutiens essentiels, Maurras montre le chemin de « **l'Église de l'Ordre** », expression que les "Six" n'aimaient pas et que Pujo expliquait tout simplement : « **l'Église qui met de l'ordre dans la conscience de l'homme, l'Église qui, à ses aspirations généreuses mais confuses et qui risqueraient de s'égarer, apporte la juste direction, l'Église qui lui impose les disciplines et les freins nécessaires sans lesquels son âme sans ressort perdrait sa force et ne pourrait réaliser sa destinée surnaturelle, l'Église qui soutient sa faiblesse par les sacrements** [...]**, le "temple des définitions du devoir"** ».

L'empirisme organisateur

L'empirisme organisateur était aussi reproché à l'Action française comme une volonté de bâtir sans Dieu et sans morale. Ici Pujo rappelait l'essentielle distinction à observer : *la Loi*, qui est la Volonté de Dieu, hors de notre portée, et *les lois,* relatives comme les sciences fondées sur elles. Ce sont

Pie XI (Pape de 1922 à 1939)

ces dernières que Maurras appelle les hommes à rechercher par l'expérience : « **le Créateur les a inscrites dans son œuvre** », elles indiquent « **ceux des rapports de l'homme avec la société qui sont constants, immuables, communs, sur lesquels est fondée la structure sociale et sans l'observation desquels la société et l'homme lui-même dépérissent ou meurent** ».

Introduire ici la morale, c'est confondre les domaines : à la *base* de la société, il y a l'acceptation des faits de nature ; au *perfectionnement* de la société interviennent la raison et la vertu, mais celles-ci ne peuvent faire négliger ceux-là. Aux démocrates chrétiens disant que l'homme peut « **entrer en joute** » *(sic)* avec les conditions naturelles de la société, Pujo rétorquait qu'« **entrer en joute avec les lois de la vie, c'est se suicider** ».

L'intérêt national

Autre grief des "Six" à Maurras : ne pas demander d'abord à l'Église la réalisation de l'unité morale de la France. Maurras, répondait Pujo, s'est trouvé devant un état de fait créé par la Réforme et la Révolution : les esprits sont divisés ; l'Action française « **cherchait à réunir ceux-ci sur le premier terrain d'accord qui paraissait possible en ce qui concernait un problème déterminé et limité, le problème du salut politique du pays.** » Et de cette union sur les conditions de la vie nationale devait bénéficier la religion elle-même, dont tous pourraient reconnaître le bien qu'elle représente...

Est-ce alors ériger la nation en "fin dernière" ? Accusation ridicule pour qui connaît Maurras comme l'ennemi de l'individualisme, tant celui des citoyens que celui des nations. Toute son œuvre tend à l'universel, mais, explique Pujo, « **c'est quand tous les devoirs envers la patrie ont été remplis qu'on peut songer à servir par surcroît l'humanité hors du cadre national. Oublier cet ordre ne serait servir ni l'un ni l'autre, mais au contraire provoquer chez l'un et chez l'autre des désastres matériels et moraux**. »

La prohibition de l'ordre

En somme tout est question d'ordre, de hiérarchie. Pas question de chasser, ni même d'ignorer le surnaturel dans la cité, mais il faut éviter la confusion des domaines ! Maurice Pujo reproche donc aux détracteurs de Maurras de mélanger politique, morale et religion ; eux qui ne voient que des *opinions* à changer ne peuvent comprendre le *Politique d'abord* qui s'explique pourtant tout simplement ainsi *:* « **Si le cadre politique et le régime d'un pays sont ainsi faits qu'ils paralysent nécessairement tous les efforts pour changer une législation mauvaise et pour rétablir solidement une législation bonne qui donne la sécurité aux intérêts en cause, comment ne serait-il pas nécessaire de les changer aussi, de les changer d'abord ?** »

Les "Six", étudiant Maurras et sa collection de "doctrines de constatation" expérimentales, faisaient abstraction de l'organisation, de la coordination, de la synthèse apportées par Maurras. Ce faisant ils se comportaient comme des ennemis de l'ordre ou, c'est pareil, des ennemis de la nature. La morale, explique Pujo, « **qui ne peut imposer ses devoirs et ses fins qu'à des âmes** », ils entendaient l'imposer même dans les éléments matériels de la société, ce qui revenait à interdire, dans le domaine politique, « **de classer, d'organiser l'expérience et de rien fonder sur elle.** »

D'où le refus d'une *science politique*, afin de laisser les hommes libres de ne connaître que les enseignements de l'Église, en somme en vue de christianiser une société elle-même fondée hors des lois naturelles établies par Dieu ! On ne saurait mieux, avec les meilleurs sentiments, servir la révolution...

Ce n'est là qu'un aperçu des profondes réflexions contenues dans cet ouvrage, véritable arsenal d'arguments face à des utopies qui, depuis tant d'années, et en dépit de la levée des sanctions par le pape Pie XII en 1939, ont encore la vie dure...

■

**** Maurice Pujo :* L'agression contre l'Esprit. Comment Rome est trompée. *Éd. Arthème Fayard, Paris 1929.***

■ ***Nous rappelons dans chacun de nos numéros les ouvrages des maîtres de l'Action française pour en faire ressortir toute l'actualité. Nous entendons ainsi inciter nos lecteurs à lire ou à relire ces ouvrages pour approfondir leur formation politique.***

Ouvrages déjà présentés dans le Trésor de l'Action française

- **Jacques Bainville :** *Les conséquences politiques de la paix* (6/1/05), *Histoire de France* (21/10/04), *Napoléon* (7/4/05).
- **Augustin Cochin :** *Les sociétés de pensée et la démocratie moderne* (3/2/05).
- **Léon Daudet :** *Bréviaire du journalisme* (16/6/05), *Le stupide XIXème siècle* (21/4/05)), *Les Universaux* (18/11/04), *Vers le Roi* (20/1/05).
- **Pierre Gaxotte :** *La Révolution française* (21/7/05)
- **Pierre Lasserre :** *Le romantisme français* (25/8/05).
- **Charles Maurras :** *Anthinéa* (3/3/05), *Au signe de Flore* (16/9/04), *L'avenir de l'intelligence* (7/10/04), *La Contre-Révolution spontanée* (17/2/05), *La Démocratie religieuse* (5/5/05), *De Démos à César* (17/3/04), *Le dilemme de Marc Sangnier* (19/5/05), *Kiel et Tanger* (16/12/04), *L'ordre et le désordre* (28/7/05), *Mes idées politiques* (4/11/04), *Trois idées politiques* (2/12/04).
- **Léon de Montesquiou :** *Le système politique d'Auguste Comte* (2/6/05).

Si vous désirez vous procurer tel ou tel de ces ouvrages, vous pouvez interroger la librairie Le Pélican Noir, 94220 Charenton (Tél : 08 70 69 90 82 - pelican@pelicannoir.com).

L'ACTION FRANÇAISE 2000 — TARIF DES ABONNEMENTS
(paraît les 1er et 3e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) 76
2. Premier abonnement Étranger (un an) 85
3. Abonnement ordinaire (un an) .. 125
4. Abonnement de six mois 70
5. Abonnement de soutien (un an) 150
6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 45
7. Outre-mer (un an) 135
8. Étranger (un an) 150

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
..... Tél. .....
Ville ..... Code postal .....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

LES FILMS DE SEPTEMBRE

● ***LE DERNIER SIGNE. – Le fantôme de madame Kathy ! Madame Kathy, c'est l'actrice*** *Andie MacDowell****. Le fantôme, c'est son mari Jeremy,*** *Tim Roth****. Depuis quelque temps, le couple formé par Kathy et Jeremy battait plutôt de l'aile. Il faut dire que Jeremy, médecin du Monde marqué par la mort violente en Afrique Centrale d'un groupe de réfugiés qu'il avait soigné, s'était mis à picoler sec. Aussi, lorsque celui-ci est décédé dans un accident de voiture, laissant Kathy seule avec leurs deux fillettes et leur fils ado un peu rebelle, Kathy n'a-t-elle pas eu trop de peine. Des regrets des bons moments passés avec Jeremy et de leur vie de famille d'avant qu'il se mette à boire, oui. Un peu de remords aussi de ne pas avoir été capable de le comprendre et de lui pardonner.***

Difficile avec toutes ces blessures à guérir de céder aux avances de Marc, *Samuel Le Bihan****, sympathique ingénieur français qui lui loue l'ancien bureau de Jeremy. Et ce d'autant plus que, déchirée entre l'envie de vivre et les souvenirs, une "présence" étrange et inquiétante semble se manifester dans la maison : tous les soirs, à 0 h 15, le téléphone sonne sans que personne ne réponde, le chiffre 8, chiffre fétiche de Jeremy, se matérialise dans diverses circonstances, un jeune fermier lui aussi décédé, que Jeremy avait sauvé, lui apparaît et semble vouloir lui dire quelque chose... De quoi vous rendre nerveuse la plus solide des épouses. Est-ce la folie qui guette Kathy ou bien Jeremy qui, au-delà de la mort, veut lui demander quelque chose ?***

Avec ce film franco-canadien, et sur un thème qui n'est pas sans rappeler celui de **Always** ***réalisé en 1989 par*** *Steven Spielberg****, Douglas Law*** ***signe un "suspense" dramatico-fantastique un peu bancal qui parvient malgré tout à vous "hypnotiser".***

● ***DARK WATER. – Vous en reprendrez bien une petite goutte (d'eau) avec cet autre fantôme – une petite fille "oubliée" par ses parents et qui s'est noyée accidentellement dans le "château d'eau" qui se trouve sur le toit de l'immeuble pouilleux où elle demeurait – qui, ayant besoin de l'amour d'une vraie maman, en fait voir des vertes et des pas mûres à une jeune mère de famille en plein divorce,*** *Jennifer Connely****, elle aussi délaissée dans son enfance par une mère alcoolique, et qui, avec sa petite fille, vient d'emménager dans l'immeuble hanté. Une mère de famille fragilisée qui va être confrontée à un étrange phénomène de fuites d'eau récurrentes et plus violentes qu'une trombe de chez Jacob et Delafon...***

Walter Salles ***signe un "remake" américanisé assez angoissant du film de terreur japonais du même titre réalisé il y a deux ans par*** *Hideo Nakata* ***d'après un roman de*** *Koji Suzuki****. Alors, si ça vous dit de reprendre une chtiote goutte de frayeurs humides, n'ayez pas peur d'aller vous y mouiller !***

Alain WAELKENS

Les feux de l'amour à la cour de France...

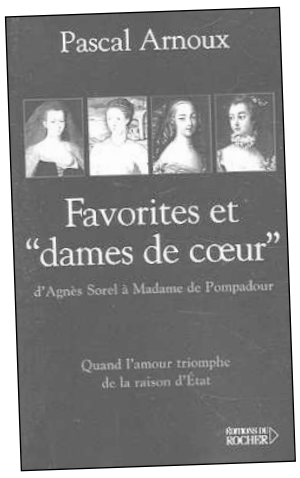
par Michel FROMENTOUX

Les hommes étant ce qu'ils sont et l'éternel féminin ce que l'on sait, la chasteté n'eut pas toujours sa place dans la vie intime de nos rois...

Les Français, quand tout allait bien, ont en général été indulgents : ils savaient que les rois voyaient s'imposer à eux des mariages politiques qui les sevraient souvent d'un véritable amour, qu'ils étaient tentés de chercher auprès des femmes d'exception vivant à la Cour... Toutefois, quand le royaume souffrait, ces dames pouvaient voir se concentrer sur elles la colère, ou du moins l'animosité du peuple....

Destins précaires

C'est le destin glorieux mais précaire et souvent poignant de ces *Favorites et "dames de cœur"* que Pascal Arnoux retrace dans un livre écrit d'un plume alerte, rempli de précisions historiques et généalogiques, d'anecdotes savoureuses et de réflexions profondes. On y voit défiler non des concubines, mais des dames ayant dans une situation pourtant jamais assurée (certaines chutes furent terribles) occupé une place dans l'Histoire. Certaines



rayonnaient de charme, servant les arts, donnant le ton à la société ; certaines aimèrent réellement leur roi, d'autres furent seulement intéressées, mais aucune ne laisse le lecteur indifférent. Beaucoup d'entre elles, au soir de leur vie, donnèrent généreusement aux œuvres, parfois prirent le voile. Le sort de leur époux (ou du mari qui leur fut donné pour sauver les apparences) mérite aussi un regard apitoyé,

Ainsi rencontre-t-on, aux temps cruels de la guerre de Cent ans, la douce **Odinette de Champdivers** qui seule pouvait consoler le pauvre Charles VI. Puis voici la distinguée **Agnès Sorel**, qui aida Charles VII, après une jeunesse infortunée, à prendre confiance en lui-même.

L'aventure de **Françoise de Chateaubriant** dans les bras de François Ier fut interrompue par l'éblouissante et perverse **Anne de Pisseleu**, bientôt duchesse d'Étampes, elle-même vite éclipsée par **Diane de Poitiers** qui, auprès de François Ier puis d'Henri II, fut une grande mécène incarnant un art de vivre raffiné.

La discrète **Marie Touchet** fut fidèle à Charles IX jusqu'à sa mort. Puis ce fut le foisonnement de femmes autour d'Henri IV : **Diane d'Ardouins**, la "belle Corisande", dont l'amour, avant que le roi fût couronné, fut admirablement désintéressé, **Gabrielle d'Estrées**, "croqueuse de diamants" parfois bonne conseillère, **Henriette d'Entragues**, intrigante au cœur sec, enfin la trop jeune **Charlotte de Montmorency**, le seul véritable et platonique amour de ce roi volage.

Fouquier-Tinville le vertueux...

Touchantes, les deux jeunes femmes qui enchantèrent Louis XIII mais qu'attirait un idéal plus élevé : **Marie de Hautefort** et **Louise-Angélique de La Fayette,** de même que **Marie Mancini** pour qui fut déchiré le cœur du jeune Louis XIV au moment d'apprendre la raison d'État. **Louise de La Vallière**, dont la fin au Carmel revêt une vraie grandeur, et **Françoise de Montespan**, restent indissolublement liées aux fastes du Grand Siècle. Deux feux-follets, **Marie-Isabelle de Ludres**, et **Marie-Angélique de Fontanges** passèrent ensuite dans le vie de grand Roi qui, veuf, allait épouser morganatiquement **Françoise de Maintenon**, bourgeoise pauvre au destin assez déroutant.

Auprès de Louis XV, voici successivement trois sœurs **Louise-Julie de Mailly**, **Pauline-Félicité de Vintimille**, et **Marie-Anne de La Tournelle**, duchesse de Châteauroux, qui dut s'effacer quand le roi fut malade mais fut aimée de lui jusqu'à sa mort. **Jeanne-Antoinette de Pompadour**, véritable grande dame, qui influença les arts et la politique, souffrit sans doute devant la postérité de ne pas être née aristocrate, de même que **Jeanne du Barry**, qui, après avoir égayé les dernières années de Louis XV, vit malgré ses bienfaits dispensés dans son village s'acharner sur elle la "vertueuse" Révolution par la voix du verbeux et puritain Fouquier-Tinville qui, pour « **libertinage et mauvaises mœurs »,** la fit condamner à l'échafaud. Régnait alors la Liberté...

En somme une vingtaine de femmes qui, au-delà des alcôves, reflètent la société de leur temps dans le bien ou dans le mal, parfois dans les deux ensemble. Il n'appartient qu'à Dieu de les juger. Pascal Arnoux, en les évoquant, enrichit nos connaissances sur l'histoire et sur la nature humaine.

Nous ajouterons que les rois, trouvant assurément auprès d'elles un dérivatif à leurs charges écrasantes et à leur vie conjugale souvent triste, ne rompirent jamais pour autant le lien avec leurs épouses légitimes, toujours présentes auprès d'eux aux moments officiels. La chair est faible, mais cela n'autorise pas à séparer ce que Dieu a uni.

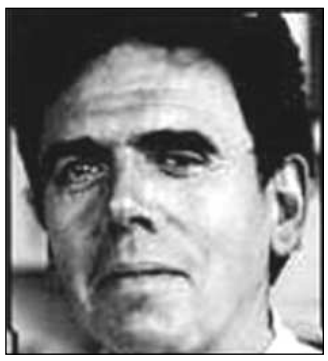
■

**** Pascal Arnoux :*** **Favorites et "dames de cœur"*****. Éd. du Rocher, 335 pages, 18,90 euros.***

Libre portrait d'un trublion

par Pierre LAFARGE

Sur Jean-Edern Hallier on ne disposait en gros que d'un portrait déstructuré tracé par Sarah Vajda et de l'hagiographie officielle écrite de son vivant par le fidèle Dominique Lacou. Mais voilà que par la grâce de François Bousquet, qui fut son collaborateur au *Jean-Edern's club*, tout change et s'éclaire. L'essai qu'il consacre au « **narcissique parfait** », au « **Tartarin de Cornouailles** » est une sarabande vive, drôle et intelligente.



Jean-Edern Hallier

On y croule littéralement sous les références littéraires, philosophiques, cinématographiques et musicales. Jean-Edern y apparaît sous son vrai visage, équipé de ses armes préférées, la vodka et le téléphone, usant et abusant du mensonge et du grotesque, comète ivre et droguée dans un monde de moins en moins enclin à faire rire.

Bousquet en fait intelligemment un fils illégitime du marquis de Morès, ce héros nationaliste du Paris boulangiste, bretteur et explorateur, tant admiré par Bernanos. Il nous rappelle qu'Hallier fut, avec *L'Idiot international*, un combattant permanent de la liberté de la presse, un vivant défi aux censeurs de tout poil : « **En ces années d'inceste, où pouvoir et médias n'en finissaient pas de convoler, à Bagdad, Sarajevo, Maastricht, il importait qu'il y ait une concierge à la tête du plus improbable des tabloïds, pour dénoncer le double langage des journalistes. C'était un travail d'assainissement nécessaire.** »

Vivre selon son ego

Hallier était capable de déposer une gerbe à la statue de Jeanne d'Arc avec les lycéens d'Action française (en mai 1991) comme d'organiser un contre-bicentenaire de l'assassinat de Louis XVI avec des républicains amateurs de têtes de veau (en janvier 1993). Il était toujours là où on ne l'attendait pas, plus pour faire parler de lui que pour emmerder le monde, qui malheureusement continuait à tourner.

Admiratif mais lucide, François Bousquet rend au maître et soleil de ses jeunes années un hommage sans concession qui nous restitue le relief et les creux d'un homme qui avait choisi de vivre non selon son goût mais selon son ego, ce qui est tout de même plus risqué. ■

**** François Bousquet :*** **Jean-Edern Hallier ou le narcissique parfait*****, Éd. Albin Michel, 140 p., 13 euros.***

REVUE DES REVUES

Le ***BULLETIN CHARLES MAURRAS*** propose deux textes de conférences. La première est de Stéphane Giocanti consacrée aux *Héritages renaissants de l'Ecole Romane*, c'est à dire à l'influence de la poésie française du XVIe siècle, et notamment de La Pléiade (Ronsard, du Bellay) sur le groupe formé autour de Jean Moréas et Charles Maurras à la fin du XIXe siècle : « **Reconnaître les modèles de la Renaissance, pour les Romans, prend tout son sens : ils forment le parangon de la Francité littéraire et de l'humanisme classique en poésie. Les célébrer, c'est reprendre leur propre revendication patriotique et nationaliste, leur ambition poétique de se sentir des fils de la Grèce et les enfants d'une France à exalter (elle a été vaincue en 1870).** »

La seconde est la transcrition d'une intervention de Jean-Marc Joubert à l'Institut d'Action française sur les rapports entre Maurras et la philosophie. Il y juge avec raison qu'il existe une véritable philosophie maurrassienne : « **Maurras développe une ontologie, une anthropologie (et pas seulement "morale") et, quoi qu'en dise Madiran – de façon un peu surprenante-, une "physique sociale", chacune étant originale et féconde. Par ailleurs Maurras reste l'inventeur d'une méthode – l'"empirisme organisateur", à la jointure de la philosophie et de l'histoire.** »

●

LES PROVINCIALES d'Olivier Véron donnent la parole à Falk van Gaver sur la vraie nature de l'Europe, grecque, romaine et chrétienne, et à Henry Le Bal, qui adresse une lettre ouverte au duc de Vendôme sur le manque essentiel de notre pays, de notre « **Citadelle** » la France : la monarchie.

●

Le numéro d'août du mensuel ***HISTORIA*** propose un grand article d'Anne Bernet sur la Vendée et l'épopée des insurgés de l'Ouest pendant la Révolution. L'occasion pour l'historienne de rendre hommage une fois de plus à « **cette levée unanime d'un peuple entier armé pour la défense de sa foi et de ses convictions** ».

P.L.

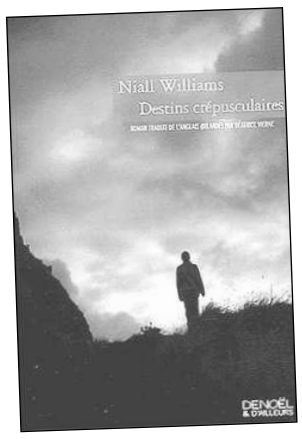
***** ***Bulletin Charles Maurras*** **n°27, 22 pages, 6 euros. 16, rue du Berry, 36250 Niherne.**
***** ***Les Provinciales*****, juillet 2005, 12 pages, 3 euros. 38510 Saint-Victor- de-Morestel.**
***** ***Historia*** **n°704, 98 pages, 4,50 euros.**

Destins irlandais

Passée de la plus extrême pauvreté à un développement éclair, qui l'a propulsée au premier rang des puissances économiques occidentales, l'Irlande ne se contente pas d'être devenue "le tigre européen" ou "le dragon celtique" des industries de pointe et des nouvelles technologies ; elle possède incontestablement la meilleure littérature contemporaine. Il n'est pas de meilleure manière d'aborder le phénomène irlandais actuel que de la lire.

Générations sacrifiées

Niall Williams inscrit son œuvre dans le plus pur imaginaire celtique, et ne parle pas du passé uniquement pour le démythifier, bien qu'une telle attitude ait l'heur de ravir la critique britannique et américaine et de faire grimper en flèche



les tirages d'un auteur. Après *Quatre lettres d'amour*, l'un des plus beaux romans de ces dernières années, que certains comparèrent à *Tristan et Iseult*, *Destins crépusculaires* vient confirmer le talent et la place singulière de Williams.

L'Irlande de 1830, celle de tous les accablements et de toutes les tristesses. Les soulèvements de 1798 et de 1803 ont été écrasés sans pitié par l'Angleterre qui en a profité pour resserrer son étau sur la paysannerie catholique. Impuissants, les rebelles sont rentrés dans le rang pour tenter d'oublier.

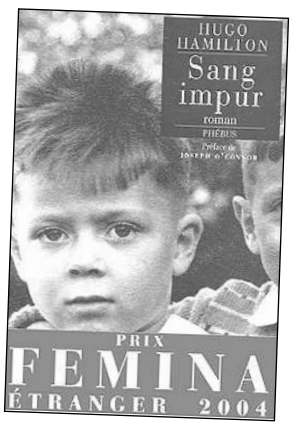
Francis Foley fut l'un d'eux. Son amour pour son épouse Emer, à la troublante beauté, l'a aidé un temps à n'être plus que le jardinier d'un seigneur britannique que l'on ne voit jamais. Emer, à cause de leurs quatre enfants, aspirait à la paix, même honteuse. Mais, après plus de vingt ans de soumission et de résignation, Francis craque, met le feu au château symbole de ses humiliations, prend le maquis avec ses quatre fils, et un télescope volé. Sans Emer, volatilisée, disparue avec son refus du danger, de la pauvreté et de l'incertitude. Commence une interminable errance dans l'Ouest du pays, en quête d'une terre encore libre, en quête, aussi, de la mère et de l'épouse disparue que sa famille désespère de retrouver et de reconquérir.

Personnification de ces générations irlandaises sacrifiées du XIXe siècle, dont tous les efforts pour se libérer s'avérèrent tragiquement vains, et qu'attendirent bientôt la grande famine, la mort, l'expropriation, l'exil, les Foley traversent l'indicible soutenus par leurs rêves, leur sens de la beauté et de la justice. Leurs pérégrinations dans un univers tantôt sublimé tel Tir n'an Og, la Terre des Jeunes des vieilles légendes, tantôt terriblement réaliste, sont un sommet d'écriture et de magie.

Interrogations de l'enfance

Sang impur est le premier roman traduit en français de Hugo Hamilton, auteur jugé longtemps difficile et confidentiel, qui révèle ici un humour grinçant et une tendresse acide uniques en leur genre.

Dans l'immédiat après-guerre, une jeune Allemande catholique, obsédée par le souvenir des atrocités nazies dont sa famille a d'ailleurs été plus victime que complice, entame un pèlerinage en Irlande, et n'en repart plus, ayant épousé un ingénieur dublinois. L'ennui étant que le mari, militant de la cause gaélique et du retour aux racines celtiques, ne tarde pas à révéler ses limites et ses faiblesses. Interdisant à coups de taloches à ses enfants de parler anglais mais incapable de pourvoir aux besoins quotidiens de sa famille, toujours en proie à une nouvelle, et catastrophique, lubie censée les rendre riches, ce père terrifiant et pitoyable occupe tout l'horizon de quatre gamins et gamines déphasés, étrangers dans leur propre pays, poursuivis par les passés tragiques de leurs parents, d'autant plus obsessionnels qu'ils sont occultés.



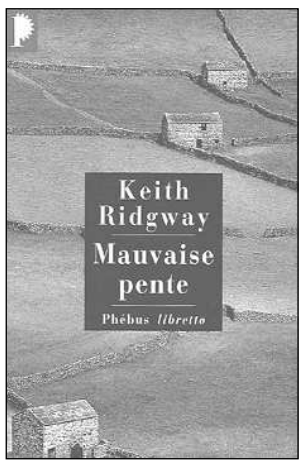
Très largement autobiographique, le livre d'Hamilton réussit cependant le tour de force de n'être ni méchant, ni haineux et de ne jamais ridiculiser ce père pour lequel, quoi qu'il arrive, il éprouve un amour apitoyé et fervent, pas plus que l'idéal mal-compris qu'il défendait. En parallèle d'une très fine analyse des interrogations de l'enfance, et du mal-être des origines impossibles à assumer, se déroule une fresque de la vie quotidienne délicatement brossée qui donne envie de rire plus souvent que de pleurer.

Cruel malaise

Chez Keith Ridgway aussi, l'image du père prend, dans *Mau-*

par Anne BERNET

vaise pente, la première place. Pourtant, il est mort. Au premier chapitre, Grace, sa femme, l'a tué. Trente-deux ans de mauvais traitements, de coups, de rancœurs, de reproches remâchés sur le décès accidentel de leur fils aîné, et une rossée de trop, ont eu raison de sa résignation passive. Un soir, elle a pris la voiture, et guetté l'ivrogne au coin du chemin creux qui conduit à leur ferme. Puis, calmement, elle l'a écrasé, à l'endroit même où, un an plus tôt, saoul, il avait renversé la fille de leurs voisins. Un acte de justice immanente, somme toute, et Grace pensait qu'il la libérerait.

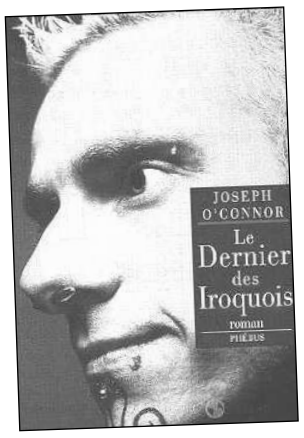


Après l'enterrement, elle est partie pour Dublin, sans avoir conscience que tout l'accusait, seulement soucieuse de retrouver Martin, son fils, chassé de la maison quand il avait avoué son homosexualité. Mais Dublin n'est plus la ville qu'elle avait connue, Martin ne semble pas très heureux de revoir sa mère, la police se fait insistante, tout comme Sean, journaliste à la télévision, qui éprouve des soupçons sur les circonstances du drame. Et Grace a tellement besoin de se confesser…

Ridgway peint une Irlande déchirée entre tradition et modernité, des personnages qui ne savent plus qui ils sont – Grace, que tout le monde croit anglaise, ce qui aggrave son cas, est en réalité une immigrée irlandaise dont le père avait renié ses origines – une société en train de perdre ses valeurs. Son livre traduit un grand malaise, preuve qu'il n'est pas si facile d'abandonner l'être au profit de l'avoir. …

Adolescent révolté

Une expérience vécue d'abondance par tous les personnages de l'œuvre, remarquable, de Joseph O'Connor, couples déchirés, quadragénaires traînant leurs blessures ou adolescents révoltés en quête d'une place dans un monde en mutation. À vingt-quatre ans, Eddie, doté d'un physique d'archange, et d'un petit talent pour la guitare, s'est mis en tête qu'il allait devenir à Londres, et sans mal, la nouvelle idole de la musique. Mais, à peine sur le bateau, en proie au plus horrible mal de mer, tombé sous la coupe d'une fille du Nord qu'il soupçonne de militer à l'I.R.A. et dont il ignore qu'elle va en Angleterre, la mort dans l'âme, se faire avorter,



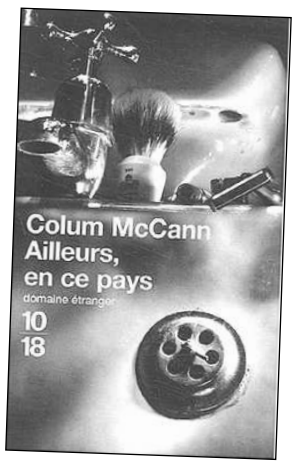
ses belles illusions commencent à s'écailler. À Londres, en 1980, l'on n'aime pas beaucoup les Paddies, et la gloire ne les attend pas au coin des rues.

Le dernier des Iroquois, le premier roman d'O'Connor, n'atteint certes pas la maîtrise extraordinaire de ses livres suivants, *Les bons chrétiens*, *Desperados*, les bouleversants *Irishowe*n ou *À l'irlandaise*, qui sont autant de chefs-d'œuvre, mais l'itinéraire chaotique de cet adolescent attardé qui ne sait pas s'il a envie de vieillir, de devenir un homme et d'en assumer les conséquences, ne dépare pas son parcours littéraire.

Absurdité de la guerre

Les héros des trois nouvelles de Colum Mc Cann qui composent le recueil *Ailleurs, en ce pays*, sont des adolescents des années 80, eux aussi, qui portent le handicap supplémentaire de grandir en Ulster déchiré par la guerre civile. Avec un grand dépouillement, une grande économie de moyens, en coulisses, sans rien montrer de la violence, des passions politiques déchaînées, le nouvelliste va au cœur même du conflit nord-irlandais, par le simple énoncé des états d'âme et des incompréhensions de ses personnages.

Dans *Le Bois*, le fils d'un menuisier protestant cloué au lit par une attaque aide clandestinement sa mère, tous les soirs, à tourner des hampes pour les étendards des loges orangistes, un travail que son père avait toujours refusé. Dans *Une grève de la faim*, le jeune garçon se demande pourquoi sa mère a choisi de quitter le Nord en l'emmenant au moment précis où, à la suite de Bobby Sands, son oncle en prison refuse de se nourrir. Mais *Ailleurs, en ce pays* qui donne son titre au livre, dans sa terrible brièveté, les surpasse. Un soir, la jument favorite du père de Katie tombe dans la rivière en crue. Du secours arrive et sauve l'animal. Il



s'agit de soldats britanniques appartenant à l'unité qui, quelques mois plus tôt, a tué la mère et le frère de la jeune fille. Plus que le père ne peut en supporter… On a rarement dit pareillement l'absurdité de la guerre, les tréfonds de la souffrance et de la bêtise humaines.

■

**** Niall Williams :*** **Destins crépusculaires*. Éd. Denoël, 475 p., 21,50 euros (141, 03 F).***
**** Hugo Hamilton :*** **Sang impur*. Éd. Phébus, 280 p., 19,50 euros (127,91 F).***
**** Keith Ridgway :*** **Mauvaise pente*. Éd. Phébus, 350 p., 21 euros (137,75 F).***
**** Joseph O'Connor :*** **Le dernier des Iroquois*. Éd. Phébus, 265 p., 19,67 euros (129, 03 F).***
**** Colum Mc Cann :*** **Ailleurs, en ce pays*. Coll 10-18, 143 p., 5,79 euros (37,98F).***

LU AUSSI

● **Collectif : *HISTOIRES D'IRLANDE***

L'Irlande représente, depuis le roman breton, un terrain d'exploration littéraire par excellence et ce, bien au-delà de ses frontières. Innombrables les écrivains qu'elle a inspirés à travers le monde. Cette anthologie présente un choix de textes, extraits de romans, de récits de voyage, ou nouvelles, représentatif.

L'on découvrira là des classiques irlandais, tels un extrait d'*Insurrection* d'O'Flaherty, ou *Les hôtes de la nation*, de Frank O'Connor, drame qui confronte deux soldats de l'I.R.A. à la nécessité d'exécuter leurs prisonniers britanniques, avec lesquels ils se sont liés d'amitié ; les textes de la renaissance littéraire irlandaise, à travers Yeats ou Lady Gregory ; les souvenirs militants et iconoclastes de Brendan Behan, dont le passage à l'I.R.A. fut mémorable, tragique et drolatique ; mais aussi Le Braz, Mirbeau, Tocqueville, Young, Bradbury, dont les regards croisés créent un panorama complet et souvent inattendu.

** Sortilèges-Les Belles Lettres, 280 p., 22 euros (144, 31 F).*

Vers le pays de Sapience

par **Jean-Baptiste MORVAN**

Malgré le temps incertain de ce mois d'août, je trouvai mon vieil ami Polydore en son jardin, devant quelques dossiers de recherches linguistiques ; auprès de lui trônait son Maître-Chat sur un fauteuil garni d'un coussin. Polydore ce jour-là se passionnait pour le vieux mot "sapience" qui désignait la sagesse au temps jadis ; sans se rappeler pour l'instant quelque exacte référence, il croyait avoir trouvé mention dans Rabelais d'une heureuse contrée qui avait mérité le nom de Pays de Sapience. *Était-ce la Normandie à laquelle son érudition juridique avait valu un tel éloge ?*

Dans un monde inquiet et déconcerté, la France n'est-elle pas digne encore d'apparaître comme le refuge de la sagesse ?

Polydore en sa retraite estivale ne disposait point d'une bibliothèque considérable ; et, faute de mieux il imaginait, dans la manière du XVIe siècle finissant ou du XVIIe commençant, un roman d'aventures intitulé La Quête de Sapience. *Il se résignait à suivre un conseil analogue à celui que donnait à Alphonse Daudet un bonhomme jovial des* Lettres de mon Moulin : *consulter la « **bibliothèque des cigales** », c'est-à-dire recourir à la rêverie rustique sous les frondaisons et, à défaut de cigales, écouter les suggestions des grives, merles et rouges-gorges, dispensateurs poétiques et parfois facétieux d'itinéraires romanesques.*

Solennels bavards

Une "Quête de Sapience" ? « J'aime beaucoup le mot de quête », disait Polydore ; « On le retrouve aussi bien dans la Quête du Graal que dans la modeste quête paroissiale. Mais pour en revenir au "Pays de Sapience", il me plaisait de penser qu'il désignât la France elle-même. Dans un monde inquiet et déconcerté, notre patrie n'est-elle pas digne encore d'apparaître comme le refuge de la sagesse ? »

*Comme il avait ainsi parlé, il me sembla que la physionomie de son Maître-Chat laissait supposer quelque réticence, désaccord ou même dénégation : « Est-il crédible de considérer comme le sanctuaire de la sagesse un peuple si bien pourvu en sa composition de centaines et sans doute de milliers d'éberlués, farfelus, branquignols, arlequins et pieds-nickelés ? » Ainsi pensait peut-être le quadrupède sagace compagnon de Polydore en ses itinéraires philosophiques et philologiques... Et il est vrai que nous entendons chaque jour ou presque de solennels bavards, gênés par quelque objection, dire avec un sourire supérieur : « **Voilà une bonne question !** »... Ce qui sous-entend que sur le moment, ils ne trouvent que de mauvaises réponses...*

*Pourtant, il n'y a pas que le seul domaine du politique où le désespoir soit, selon le mot de Maurras, « **une sottise absolue** ». Et même si le Maître-Chat demeure sceptique, il nous semble que la "sapience" française est garantie, et justifiée, par la tendresse diffuse qui émane des paysages de ce pays, qui se fait sentir dans les trilles et fredons des oiseaux du jardin, et même dans ces landes désertes des monts d'Arrée où j'aimerais parfois à revenir : ces « **grands pays muets** » dont parle Vigny, tellement propices à des méditations suprêmes, cette musique des « **harpes du vent** » qu'évoquait Jean de La Varende. Peut-être faut-il recourir à cette « **confiance dans les choses fortuites** » que conseillait aussi Rabelais. Notre espérance dans la "Sapience française" est un pari sur l'imprévu toujours régénéré des dons mystérieux et divins...*

■

L'édition est-elle encore française, européenne ou déjà mondiale ?

par **Henry SURVIRE**

Depuis des années l'édition est en difficulté. Il en est de même de la presse. Elles sont toutes deux concurrencées par les moyens audiovisuels et maintenant par internet. Est-ce la mort du papier ? Peut-être, mais le glas de l'édition française sonne-t-il ? C'est à craindre.

L'édition grand public appartient souvent à de gros groupes financiers tels que Dassault, Lagardère ou autres, mais qui sont encore français.

On assiste en revanche à un développement considérable du groupe Prisma-presse (R.C.S. Paris B 318 826 187), S.N.C. dont l'associé gérant est le groupe allemand Gruner Plus Jalir Communication G.M.B.H. Ce groupe édite notamment les revues *Géo-Magazine*, *Capital*, *Télé-Loisirs* et *Femme Actuelle*, ce dernier étant l'hebdomadaire le plus lu en France dans ce secteur d'édition. *Capital* est une revue bien faite, très agréable à lire, mais ses capitaux ne sont pas français.

En ce qui concerne l'édition juridique : l'encyclopédie *Juriclasseurs*, les codes Litec, de nombreux ouvrages, les différentes éditions de la revue *La Semaine Juridique*, la *Gazette du Palais* appartiennent ou font partie du groupe Lexis Nexis (R.C.S. Paris B 552 029 431) dont les ramifications ne sont plus en France : Reed Business Information (R.C.S. Nanterre B 339 611 956), Reed Elsevier Gestion.

Les maisons d'éditions Lamy qui publient d'excellents ouvrages techniques, appartiennent au groupe Wolters Kluwer International Holding.

Le groupe Liaisons sociales S.A. (R.C.S. Nanterre B 572 208 288, nom commercial MIT International) qui publie également des ouvrages et revues de qualité est l'objet d'une prise de participation étrangère.

Le regroupement des éditeurs en raison des nécessités économiques est déjà regrettable en lui-même car il s'accompagne d'économies d'échelle. Ainsi, par exemple un seul ouvrage sera édité au lieu de deux ou trois. Certains professeurs auraient pu proposer des doctrines divergentes. Cela n'est plus possible. Certains parleront de "pensée unique". Maurras ne tirait-il pas déjà la sonnette d'alarme dans *L'Avenir de l'intelligence* ? Il craignait une réduction du monde de l'édition et donc des libertés.

Tout particulièrement en matière juridique et notamment en droit public, il est regrettable que les ouvrages qui vont influencer l'établissement et la rédaction de lois, de décrets ou d'arrêtés français, proviennent d'ouvrages appartenant à des groupes financiers européens et parfois même mondiaux.

On veut nous faire croire que l'Europe pourrait sauver la France du mondialisme. Il n'en est rien. Il est donc d'autant plus nécessaire de s'opposer à un accroissement de l'intégration européenne par ses facilités de transfert des biens et de personnes.

Il faut agir, il est grand temps, nous dit la *Royale,* oui mais comment ? Dans l'immédiat en refusant une extension de l'intégration européenne. À moyen terme, en n'oubliant pas de se servir en ouvrages dans les petites maisons d'éditions qui subsistent, nous pensons notamment à E.J.A. (L.G.D.J., etc.) mais qui restent à taille humaine et française.

Le retour au "politique d'abord", c'est-à-dire au-dessus de l'économique, s'impose avec urgence.

■

PALESTINE

Ce mur qui est plus qu'un mur

Le mur de Sharon n'est pas un brûlot mais son auteur a su ce qu'il en coûte d'être "politiquement incorrect". Pour avoir écrit : « **Est-il permis de parler d'Israël ?** », Pascal Boniface avait, lui, été exclu du P.S. Alain Ménargues, spécialiste réputé du Moyen-Orient, lauréat du prix Pierre Mille, a couvert les événements de la région pendant quinze ans pour *Radio-France Internationale*. Pourquoi raconter l'histoire de ce mur – qui, sur sept cents kilomètres de longueur et huit mètres de haut – constitue une "barrière de sécurité contre les kamikazes palestiniens" et pour les Palestiniens "le mur de la honte".

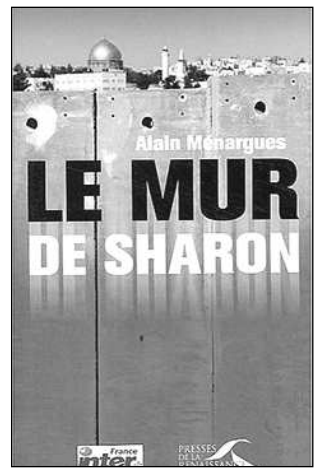
En soi, ce n'est pas l'ouvrage d'art érigé par Tsahal – son béton, ses grillages, ses mitrailleuses télécommandées – qui a le plus surpris Ménargues, mais le fait qu'il ait pu être lancé dans « **l'indifférence totale de la communauté internationale** » et sous « **l'œil des États-Unis, l'allié bienveillant** ».

De là à dresser un état des lieux, il n'y avait qu'un pas que le reporter a franchi allègrement, fort d'une solide connaissance du terrain et de l'histoire. Si le droit d'Israël à exister, à vivre en toute sécurité dans les frontières d'avant 1967, est, pour Alain Ménargues, une évidence, il ne cache pas avoir été choqué par « **ce mur de Sharon qui n'est pas qu'un mur** ». Pour lui, cette « **balafre** » est, au surplus, « **un défi à la morale** ».

D'autres murs ?

La démonstration est pertinente. Pourquoi ce mur ? Au départ « **une peur incommensurable** », avec une justification politique et une justification historique. Et « **l'esprit de ghetto** ». Alain Ménargues met tout à plat, les siècles passés pour en arriver aux accords d'Oslo, à l'idée du mur, l'action du lobby militaire et celle du lobby des colons, et enfin, l'alliance des colons et des militaires. Avec un rien de cruauté, Ménargues décrit la construction du mur, ses enclaves et puis les réactions d'un côté et de l'autre, dans le monde arabe, l'apathie de l'O.N.U., les commentaires américains. Certains n'hésitent pas à dire que « **la raison qui a poussé Bush à entériner le plan Sharon est tout simplement électorale** ».

L'auteur doute que le mur de Sharon suffira à contenir le terrorisme. « **Faudra-t-il construire d'autres murs le long des frontières syriennes ?** s'interroge-t-il, craignant qu'Israël soit « **plus que jamais coupé des réalités de la région** ». et quid le jour où « **les Arabes vivant à l'intérieur des frontières actuelles d'Israël y seront majoritaires** » ? Pour Alain Ménargues, « **l'idée d'évacuer les colonies deviendra absurde** ». et « **plus l'injustice frappera l'un, plus l'autre en souffrira** ». La question n'est plus de savoir qui a raison et qui a tort. Elle est de savoir de quoi demain sera fait. La "chance" pour ce spécialiste, serait qu'« **Israël devienne un pays comme les autres** ».



Michel JANVIER

* ***Alain Ménargues :*** **Le Mur de Sharon.** ***Éd. Presses de la Renaissance, 897 pages. 18 .***

Centre Royaliste d'Action française

QUAND L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ OUVRE SES PORTES

Du 24 août au 1er septembre s'est déroulée l'université d'été de l'Action française au château de Lignières où la recevait S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme.

Le samedi 28 août a été consacré à une "journée Portes ouvertes" où les jeunes d'A.F. recevaient les amis de la région. Un beau soleil n'a pas cessé de briller toute la journée. Dès le matin des stands de journaux et de livres étaient installés dans la cour du château, autour desquels s'empressaient les visiteurs.

À dix heures s'est ouvert un débat sur la décentralisation et les collectivités locales sous la présidence de **Pierre Lafarge. Stéphane Blanchonnet** a rappelé la place importante occupée par la décentralisation dans la pensée de l'Action française. **Didier Béoutis** a expliqué très clairement le fonctionnement actuel des collectivités locales, leurs relations entre elles et avec l'État.

Au monument de Saint Hilaire sous Lignières, les drapeaux de l'Action française durant l'allocution de Pierre Pujo.

François-Marin Fleutot a fait ensuite une intervention sur les royalistes dans la Résistance, soulignant que les socialo-communistes ne pouvaient prétendre accaparer celle-ci. Il y eut d'ailleurs une autre Résistance – politique celle-là – pratiquée par le Maréchal et l'Action française.

Un déjeûner préparé par les jeunes a été servi dans la grande galerie du château. Il était présidé par le prince **Sixte-Henri de Bourbon Parme.**

À 16 heures, s'est tenue une nouvelle réunion, présidée également par le prince. **Pierre Pujo** y a prononcé le discours dont on lira des extraits en page 16. Il a terminé en lançant un appel pressant pour le soutien au journal de l'Action française dont chaque numéro exprime la position de l'A.F. face aux événements. **Jean-Philippe Chauvin**, candidat royaliste à l'élection partielle des Hauts-de-Seine du 25 septembre, a ensuite souligné l'actualité de la monarchie comme remède aux vices de la Vème République.

Comme l'an dernier, nos amis se sont transportés ensuite au monument dédié aux morts pour la France de toutes les guerres à Saint-Hilaire de Lignières où deux jeunes filles ont déposé une gerbe. Après une minute de silence, **François-Marin Fleutot** a rappelé la signification de ce monument qui résume le passé, le présent, l'avenir de la patrie. **Pierre Pujo** a évoqué le « **devoir de vigilance** » qui s'impose particulièrement à l'Action française pour la sauvegarde de l'indépendance nationale.

Après cette cérémonie patriotique tout le monde est revenu au château de Lignières où l'Action française a offert le verre de l'amitié.

Jacques CEPOY

N.B. – *Ce même jour,* France 3 *(régionale) évoquait très honnêtement l'université d'été de l'A.F. avec une intervioeve de* ***Stéphane Blanchonnet.***

Stéphane Blanchonnet et Didier Béoutis
Débat sur la décentralisation

Un message du Comte de Paris

À l'occasion du Camp Maxime Real del Sarte (université d'été) 2005 Mgr le Comte de Paris a adressé à François Bel-Ker qui le dirigeait le message ci-dessous.

Cher Ami,

Avoir de l'ambition est nécessaire à la jeunesse. Avoir un idéal est vital pour qui veut construire l'avenir.

Dans le cas des Royalistes, des jeunes du Camp Real del Sarte il existe un "plus", c'est l'écho qu'ils peuvent percevoir en retour de la Famille Royale de France.

Soyez alors mon interprète pour saluer en eux ceux qui un jour pourront et voudront me soutenir dans la tâche que la Providence m'a confiée ainsi qu'à mes successeurs.

Il leur faudra non seulement être de leur temps, dans leur temps, mais être capables, en ces instants de grande mutation, d'inventer l'avenir tout en conservant les axes essentiels des valeurs qui fondent notre civilisation chrétienne.

Je vous souhaite, à vous tous, bonne chance.

Très chaleureusement.

HENRI
Comte de Paris
Duc de France

Pollença, le 29 juin 2005

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
TÉL : 01-40-13-14-10 – FAX : 01-40-13-14-11
Dans la ligne du mouvement fondé par Pierre JUHEL

DIRECTOIRE
Président : Pierre PUJO
Vice-Président : Stéphane BLANCHONNET

CHARGÉS DE MISSION
Formation : Pierre LAFARGE
Délégué aux étudiants : Thibaud PIERRE
Administration : Mlle de BENQUE d'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
membres actifs (32 €),
étudiants, lycéens, chômeurs (16 €),
bienfaiteurs (150 €)

BOURGOGNE

Session nationale de formation royaliste

"De la crise européenne à la crise de régime"

1er et 2 octobre 2005

avec la participation de Pierre PUJO, Stéphane BLANCHONNET, Jean-Philippe CHAUVIN, Pierre LAFARGE, Alexandre BORITCH

Prix : **30 euros** y compris le déjeuner du dimanche.

● *Arrivée conseillée le vendredi soir. Gare TGV à Châlon-sur-Saone (navettes prévues) Depuis Châlon, prendre la direction Mercurey.*

● Apporter un sac de couchage des affaires de sport (pour les étudiants) et un tapis de sol.

**** Inscrivez-vous en joignant votre règlement auprès du C.R.A.F.***

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris. Tél : 01-40-39-92-06

LE MONDE ET LA VILLE

DÉCÈS

Le docteur RÉVILLON

● Nous avons appris avec beaucoup de peine la mort de notre ami très fidèle, le docteur **Jean RÉVILLON** décédé dans sa quatre-vingt-dixième année à Nice, où il résidait depuis longtemps, le 23 août 2005.

Ses obsèques ont été célébrées en la chapelle de la Visitation à Nice le 25 août. M. l'abbé Lansenet, qui officiait, a prononcé l'homélie. Le docteur Révillon a été inhumé dans la sépulture familiale à Couzance, en Franche-Comté.

Dans sa jeunesse, il avait appartenu à la 33e équipe des camelots du Roi à Lyon. Il était fier de le rappeler. Durant l'Occupation il exerça comme médecin à Vichy. Il était resté reconnaissant à Maurice Pujo de l'avoir dissuadé de s'engager dans la Milice en 1943.

Depuis la libération du territoire, il avait constamment participé aux activités de l'Action française. Il était abonné à *L'Action Française 2000* et contribuait généreusement à la souscription du journal.

En 1987, il avait été l'organisateur avec Dom Guillou et la princesse de Lobkowicz du colloque niçois sur le millénaire capétien qui avait rassemblé vingt-deux communications.

Jusqu'à la fin, il est demeuré fidèle à Dieu, au Roi et au Maréchal.

Nous prions Mme Jean Révillon, son épouse, ainsi que ses enfants et petits-enfants de croire à notre profonde sympathie et à l'assurance de nos prières.

● Nous apprenons le décès de la **marquise de PARDIEU**, née Marie-Thérèse Sandrot. Elle avait été l'épouse du marquis de Pardieu, décédé il y a quelques années, qui était demeuré jusqu'au bout notre ami fidèle.

Les obsèques de la marquise de Pardieu ont été célébrées le 27 août 2005 en l'église Saint-Louis de Grenoble suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Pierre-de-Paladru.

Nous prions ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants d'agréer à nos bien vives condoléances.

UNIVERSITÉ SOUVERAINISTE

● Succédant aux universités souverainistes d'Eymet, de Valence, d'Artigues et du Pradet, l'université du *Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France* (R.I.F.) se tiendra **du vendredi 23 au dimanche 25 septembre** à Douai (Nord), le Romagnan, place Saint-André.

Elle sera ouverte à tous les souverainistes, qu'ils soient membres ou non d'une formation politique.

Contact : Anne de Vaureix. tél : 01 34 75 19 05
http://www.souverainete.org

INFORMATIONS

● Le Cercle Alexis de Tocqueville organise **le mercredi 14 septembre** à 19 h 45 au restaurant *Le Grenadier*, buffet de la Gare de Paris-Austerlitz, 55, quai d'Austerlitz, 75013 Paris, un **dîner-débat** animé par **Jean BOTHOREL**, journaliste et écrivain, sur le thème : *Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'homme qui voulait tout changer...*

Montant de la perticipation : **25 euros** (13 euros pour les jeunes). Inscription à adresser au Cercle Tocqueville, 1, rue Godefroy, 75013 Paris Tout reseignement au 01 45 88 27 73 ou à *didierbeoutis@yahoo.fr*

● Nathalie Pingal présente les Aquarelles de **Marie-Caroline de VARINE** : « ***J'ai descendu dans mon jardin...*** », du 1er au 30 septembre 2005 du lundi au vendredi de 11 h 30 à 17 heures, 15, rue Carnot, 921000 Boulogne-Billancourt.

Du souverainisme au nationalisme

■ Samedi 28 août, l'université d'été de l'Action française réunie au château de Lignières (Cher) où S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme la recevait, tenait une journée "Portes Ouvertes" *(voir p. 15)*.

À cette occasion, Pierre Pujo a prononcé un discours fixant la ligne politique de l'Action française pour la rentrée d'automne 2005. Nous en publions ci-dessous de larges extraits.

Discours de Pierre PUJO

« [...] Le combat souverainiste n'est pas terminé parce que le Non l'a emporté, loin de là. Il faut continuer à lutter pour la restauration de la souveraineté nationale. Nous devons être très vigilants à l'égard de tous les renoncements et des abandons de souveraineté auxquels pourraient consentir nos gouvernants. Les tenants du Oui continuent à détenir les leviers de commande en France. Sur le plan européen, nos dirigeants cherchent le moyen de faire adopter la Constitution par morceaux, notamment le titre I sur les institutions.

Un terrain sur lequel nous devons être particulièrement vigilants c'est la place de la langue française dans le fonctionnement de l'Union européenne. Il nous faut exiger que tous les documents émis par la Commission de Bruxelles soient traduits en français pour les fonctionnaires français.

Nous devons aussi exiger la révision de tous les traités conclus depuis le traité de Rome. Nous devons réclamer la conclusion d'un nouveau traité respectueux de la souveraineté des États et leur laissant toute liberté pour organiser leur coopération.

Dénoncer l'idéologie européiste

Plus que jamais, nous devons dénoncer l'idéologie européiste sur laquelle on a prétendu construire "l'Europe". Cette idéologie continue d'imprégner une bonne partie de l'élite du pays. Il convient de prendre garde que beaucoup de gens de gauche qui ont voté Non ont rejeté le libéralisme mais continuent à se réclamer d'une Europe supranationale.

Il faut donc poursuivre un travail en profondeur dans les esprits pour restaurer l'idée de nation. C'est particulièrement la tâche de l'Action française que d'enseigner ce qu'est la nation française et d'en rappeler les composantes humaines, culturelles, religieuses, les racines historiques.

On nous dit que l'avenir appartient à une Europe-puissance : c'est une illusion. La puissance suppose l'existence d'un peuple, une volonté, des moyens d'action. "L'Europe" ne possède aucun de ces facteurs et ne peut accéder à la puissance. La France, en revanche, peut être une puissance qui compte dans le monde, si elle s'en donne les moyens.

On nous dit : la France est trop petite et trop faible désormais pour jouer un rôle international. C'est loin d'être vrai. Il n'y a pas que les chiffres de population et de production qui comptent. Chaque fois que cela apparaît nécessaire, ou seulement souhaitable, la France peut s'associer à d'autres pays pour certaines réalisations. Ainsi a-t-on procédé pour créer Airbus ou Arianespace qui ne sont pas des réalisations européennes mais le fruit de la coopération entre plusieurs pays qui, dans le cas d'Arianespace, ne sont pas tous membres de l'Union européenne.

Photo Charles-Henri

Les cours de l'université d'été se déroulaient dans la grande galerie du château de Lignières.

Ce retour à la nation que nous réclamons, certains signes montrent qu'il est en marche, même s'il reste beaucoup à faire pour changer les mentalités. Relevons deux faits :

– les âpres discussions sur l'avenir de la P.A.C. qui se sont déroulées entre Anglais et Français lors du sommet européen du 17 juin,

– l'appel au "patriotisme économique" lancé par Dominique de Villepin en juillet au moment de l'affaire Danone. Il est alors apparu qu'il y avait des intérêts nationaux essentiels à défendre.

Ajoutons l'aggravation de la menace terroriste au mois de juillet. Cela appelle un resserrement de la solidarité nationale en même temps qu'une coopération internationale renforcée des services de police et judiciaires.

Le réflexe et la réflexion

À l'Action française, nous ne saurions nous contenter de susciter ou d'accompagner un réveil national. Le réflexe patriotique ne suffit pas. Il nous appartient d'inciter les souverainistes à approfondir leur réflexion politique. Nous devons travailler à réhabiliter le nationalisme. Le nationalisme est à l'origine du mouvement d'Action française. C'est à partir d'une réflexion nationaliste que l'Action française est devenue royaliste et qu'elle a rénové un royalisme qui s'étiolait car il ne reposait plus que sur de vieilles fidélités familiales ou sur le snobisme.

Le nationalisme est aujourd'hui décrié. Quand il est évoqué publiquement, c'est pour en faire un synonyme d'impérialisme, de fascisme, de guerre. En janvier 1990, Mitterrand s'écriait devant le Parlement de Bonn : « **Le nationalisme, c'est la guerre** ». De fait, pour les Allemands auxquels s'adressait alors Mitterrand le nationalisme a conduit à la guerre. L'exaltation d'une grande Allemagne unifiée a provoqué par trois fois la guerre et ensanglanté l'Europe.

Cela dit, tous les nationalismes n'ont pas les mêmes caractères et la même valeur. Ils doivent être jugés par rapport au bien commun international. Toutes les nations ne sont pas égales. Elles n'ont pas toutes le même droit à se constituer en État et à développer leur puissance.

C'est pourquoi l'expression "Europe des nations" est commode à opposer à l'Europe supranationale intégrée, mais elle n'est pas satisfaisante. Il vaut mieux parler de *l'Europe des États*, de la coopération entre des États souverains.

Le nationalisme français est justifié en tant qu'il est un nationalisme de défense et que l'existence d'une nation française indépendante et puissante dans le monde est bénéfique pour l'équilibre et la paix internationaux.

Être nationaliste, c'est appliquer le critère de l'intérêt national à tous les problèmes politiques parce que toutes nos activités, toutes nos libertés, sont conditionnées par la conservation et la prospérité de la nation française.

Le problème des institutions

On ne peut pas cependant se contenter de réclamer une politique nationaliste. Il faut poser le problème des institutions si l'on veut faire aboutir le combat souverainiste et nationaliste.

Faisons plusieurs constatations :

D'abord, les institutions de la Ve République ne garantissent pas la préservation de l'indépendance nationale. Ni le président de la République, ni le Conseil constitutionnel n'ont fait barrage à un projet de constitution européenne qui mettait la France dans la situation d'un État sous tutelle. Pire, le président de la République a accepté de signer le traité constitutionnel et pris l'initiative de le soumettre à référendum en exerçant toutes les pressions possibles pour obtenir un vote positif.

Constatons aussi l'échec de la Ve République à doter la France d'un pouvoir politique fort et bénéficiant de la durée. L'élection du président de la République au suffrage universel direct était censée apporter au pays une autorité forte et stable. Au lieu de quoi on a eu la suite des cohabitations entre Président de gauche et Premier ministre de droite, et inversement. Et cela durant seize ans. Pour y remédier on a raccourci le mandat présidentiel à cinq ans afin de faire coïncider l'élection présidentielle et les législatives et avoir ainsi un président et une majorité de même couleur politique. Mais voilà que la compétition s'introduit au sein de la majorité et que le chef du parti majoritaire s'emploie à déstabiliser le Président, ce qui est un facteur de division et d'affaiblissement du pouvoir. En fait, la Ve République continue d'hésiter entre régime présidentiel et régime parlementaire. Elle demeure mal dans sa peau et les républicains eux-mêmes aspirent à changer de république.

Troisième constatation : la Ve République ne procure pas aux Français un chef de l'État au dessus des partis, un arbitre comme celui auquel aspirent les Français dans un lointain souvenir de la monarchie. M. Chirac a été chef de parti avant de devenir chef de l'État. M. Sarkozy est président de l'U.M.P. et prétend être élu président de la République en 2007. Mais s'il est élu, il ne sera pas le président de tous les Français. Il sera le président d'une partie d'entre eux élu contre l'autre partie.

C'est pourquoi la monarchie demeure d'actualité à partir du moment où l'on pose la question du régime par rapport à la France, où l'on se demande quel est le régime nécessaire à la conservation et à la prospérité de la France. La Monarchie est la constitution naturelle de la France car elle seule concilie l'autorité en haut, les libertés en bas et une représentation du pays réel auprès du pouvoir. Malgré plusieurs tentatives, la république n'est pas parvenue à remplacer la monarchie.

Les conditions du salut

Aujourd'hui les Français sont invités à préparer l'élection présidentielle et les législatives de 2007 et à participer à la grande compétition des partis et des clans. Laissons cela à nos politiciens avides de places et d'honneurs. À l'Action française, nous estimons que ceux qui veulent se dévouer pour le pays ont mieux à faire.

Notre tâche est de guider le courant souverainiste qui s'est fortement manifesté au référendum et de lui donner tous ses développements pour le bien de la France. L'Action française est la seule à posséder une doctrine de la nation fondée sur l'étude de l'Histoire et l'analyse de toutes les composantes de la nation française.

L'Action française ne cultive pas des humeurs, des passions et des rancœurs. Elle énonce les conditions du salut de la France et elle s'emploie à former une élite qui, ensuite, diffusera la vérité politique, travaillera à changer l'esprit public et s'emploiera à exercer des pressions sur les centres de décision du pays afin de provoquer les changements nécessaires.

Vous avez la chance d'avoir rencontré l'Action française dans votre vie et de pouvoir accéder à la pensée de Charles Maurras. Profitez-en. Maurras a apporté une nouvelle conception de la politique, une réflexion fondée sur le réel et non sur des *a priori* idéologiques ou sentimentaux. Vous devez vous imprégner de sa pensée, et surtout de sa méthode. Ainsi vous pourrez agir efficacement au service de la France. »

■

Édité par PRIEP S.A. au capital de 192.085 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 1204 K 61 341 – Directeur de la publication : Pierre Pujo